



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 5 septembre 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, September 5th, 1953

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine: mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Québec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning: but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

P.G. 15852-53)

A. A. Blais Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1953, constituant en corporation: André-Albert Blais, garagistes, Abondancia Giroux Blais, ménagère, épouse commune en biens dudit André-Albert Blais, Paul-Henri Blais, comptable, tous de Montmagny, district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de "A. A. Blais Automobile Inc.", avec un capital de \$65,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Letters Patent

(A.G. 15852-53)

A. A. Blais Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with Section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of July 1953, incorporating: André-Albert Blais, garage-keeper, Abondancia Giroux Blais, housewife, wife as to property of said André-Albert Blais, Paul-Henri Blais, accountant, all of Montmagny, judicial district of Montmagny, for the following purposes:

To deal in automobiles and operate as garage-keepers, under the name of "A. A. Blais Automobile Inc.", with a capital stock of \$65,000 divided into 250 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P.G. 15238-53)

Agence d'Autobus Arvida Ltée
Arvida Bus Agency Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quinze juillet 1953, constituant en corporation: Rosario Desbiens, Lorenzo Brisson, commerçants, de Chicoutimi, L.-Roger Latraverse, comptable, d'Arvida, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Vendre des billets de passagers pour le compte de toute compagnie de transport et exploiter des restaurants, sous le nom de "Agence d'Autobus Arvida Ltée" — "Arvida Bus Agency Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le quinze juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P.G. 10368-53)

Agricultural Basic Chemicals Corporation
of Canada Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, de ladite loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes en date du seizième jour de juin 1953, constituant en corporation: Charles A. Cannon, C.R., M. P. Margaret McQuaid, fille majeure, sténographe, tous deux de la cité de Québec et Jules Frémont, avocat, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme prospecteurs, producteurs, manufacturiers et marchands de pétroles, huiles de charbon, substances minérales, produits chimiques et agricoles, sous le nom de "Agricultural Basic Chemicals Corporation of Canada Limited", avec un capital-actions divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16e jour de juin 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(P.G. 14477-53)

Albert Fournier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seize juillet 1953, constituant en corporation: André Gagnon, avocat, Gilles de Billy, avocat, tous deux de Sillery, et Claude Gagnon, avocat,

Dated at the office of the Attorney General, the fourteenth day of July 1953.

C. E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15238-53)

Agence d'Autobus Arvida Ltée
Arvida Bus Agency Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with Section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifteenth day of July 1953, incorporating: Rosario Desbiens, Lorenzo Brisson, merchants, of Chicoutimi, L.-Roger Latraverse, accountant of Arvida, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To sell tickets to passengers on behalf of all transportation companies, and operate restaurants, under the name of "Agence d'Autobus Arvida Ltée" — "Arvida Bus Agency Ltd.", with a capital of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company shall be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, the fifteenth day of July 1953.

C. E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10368-53)

Agricultural Basic Chemicals Corporation
of Canada Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, bearing date the sixteenth day of June, 1953, incorporating: Charles A. Cannon, Q.C., M. P. Margaret McQuaid, spinster, stenographer, both of the City of Quebec, and Jules Frémont, attorney, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as prospectors for, producers, manufacturers of and dealers in petroleum, carbon oils, mineral substances, chemicals and agricultural products, under the name of "Agricultural Basic Chemicals Corporation of Canada Limited", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal or par value and 6,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company to be in the City and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of June, 1953.

C. E. CANTIN,
35453-o Acting-Deputy Attorney General.

(A.G. 14477-53)

Albert Fournier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1953, incorporating: André Gagnon, advocate, Gilles de Billy, advocate, both of Sillery, and Claude Gagnon, advocate, of Quebec, all

de Québec, tous du district judiciaire de Québec; pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de chaussures, sous le nom de "Albert Fournier Inc.", avec un capital de \$80,000 divisé en 1,200 actions ordinaires de \$25 chacune et en 1000 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le seize juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C. E. CANTIN.

(P.G. 15820-53)

Alvyn Developments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de juillet 1953, constituant en corporation: Alvyn Jules Shiller, marchand en gros, Raymonde Doyle, fille majeure, secrétaire, Blanka Gyulai, fille majeure, teneuse de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et exploiter des propriétés immobilières, sous le nom de "Alvyn Developments Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C. E. CANTIN.

(P.G. 15833-53)

Association Roumaine du Canada Roumanian Association of Canada

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du seize juillet 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Laganière, avocat, Jacqueline Labrecque, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Henri Masson-Loranger, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper en association toutes personnes s'intéressant au développement de la culture roumaine au Canada et créer pour elles un centre de réunion pour activités sociales et culturelles, sous le nom de "Association Roumaine du Canada" — "Roumanian Association of Canada".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C. E. CANTIN.

(P. G. 15968-53)

Barmish Brothers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in shoes, under the name of "Albert Fournier Inc.", with a capital stock of \$80,000 divided into 1,200 common shares of \$25 each and into 1000 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Plessisville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1953.

C. E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15820-53)

Alvyn Developments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1953, incorporating: Alvyn Jules Shiller, wholesaler, Raymonde Doyle, spinster, secretary, Blanka Gyulai, spinster, bookkeeper, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal with turn to account immovable properties, under the name of "Alvyn Developments Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each, and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1953.

C. E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15833-53)

Association Roumaine du Canada Roumanian Association of Canada

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of July 1953, to incorporate as a corporation without share-capital: Gérard Laganière, advocate, Jacqueline Labrecque, secretary, spinster, both of the city of Montreal, and Henri Masson-Loranger, advocate, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To group together in an association, all persons interested in the development of Roumanian culture in Canada, and establish for them a meeting place for social and cultural activities, under the name of "Association Roumaine du Canada" — "Roumanian Association of Canada."

The amount to which the value of immovable property which the corporation may hold is to be limited, si \$100,000.

The head office of the corporation shall be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of July 1953.

C. E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 15968-53)

Barmish Brothers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelère, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seizième jour de juillet 1953, constituant en corporation: Morton Barmish, David Barmish, manufacturiers, Moses Hyman Myerson, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de pantalons et vêtements de sport, sous le nom de "Barmish Brothers Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1000 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(P. G. 13360-53)

Bea's Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juillet 1953, constituant en corporation: Norman Hodes, marchand, Bertha Hodes, épouse de Norman Hodes, Benjamin Shulman, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une chaîne de magasins dans la vente de vêtements, marchandises de coton en général, habillements et articles vestimentaires, sous le nom de "Bea's Ltd.", avec un capital de \$49,900 divisé en 249 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(P.G. 14940-53)

Bell-Mar Dress Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juillet 1953, constituant en corporation: Michael Greenblatt, avocat, de Westmount, Harry Blank, avocat, Raymonde Doyle, fille majeure, secrétaire, Blanka Gyulai, fille majeure, teneuse de livres, tous trois de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Bell-Mar Dress Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(P.G. 15296-53)

Best Grade Lumber & Plywood Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, des lettres

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelère, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of July, 1953, incorporating: Morton Barmish, David Barmish, manufacturers, Moses Hyman Myerson, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in pants and sportswear, under the name of "Barmish Brothers Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1000 common shares of \$10. each, and 900 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 13360-53)

Bea's Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July 1953, incorporating: Norman Hodes, Merchant, Bertha Hodes, wife of Norman Hodes, Benjamin Shulman, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of chain stores dealing in clothing, cotton goods generally, garments and wearing apparel, under the name of "Bea's Ltd.", with a capital stock of \$49,900 divided into 249 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July 1953.

C.-E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14940-53)

Bell-Mar Dress Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July 1953, incorporating: Michael Greenblatt, advocate, of Westmount, Harry Blank, advocate, Raymonde Doyle, spinster, secretary, Blanka Gyulai, spinster, bookkeeper, all three of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of every sort, under the name of "Bell-Mar Dress Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of \$100 each and 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July 1953.

C.-E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15296-53)

Best Grade Lumber & Plywood Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

patentes en date du dix-septième jour de juillet 1953, constituant en corporation: Manuel Golberg, marchand, Israel Grodinsky, comptable, Mary Segal, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et fabriquer toutes sortes de produits faits de bois et de bois de charpente sous le nom de "Best Grade Lumber & Plywood Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisée en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(P.G. 15836-53)

**Bureau Touristique de Voyages et de Conventions de Sainte-Agathe-des-Monts
Ste. Agathe Travel, Tourist & Convention Bureau**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Gibeault avocat et conseil de la Reine, Jacqueline Raymond, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gaston Gibeault et dûment autorisée par lui, Paul Gélinas, avocat, tous de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Favoriser et activer les progrès et développement de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts au point de vue industriel, commercial, économique et touristique, sous le nom de "Bureau Touristique de Voyages et de Conventions de Sainte-Agathe-des-Monts" — "Ste. Agathe Travel, Tourist & Convention Bureau".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P.G. 13323-53)

Cercueils Magog Casket Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinze juillet 1953, constituant en corporation: Rouville Beaudry, commerçant, Joseph Boutin, mécanicien, tous deux de Magog, Lucien Bélanger, comptable, de Sherbrooke, tous du district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois, manufacturer des cercueils de toutes sortes, ainsi que le commerce de tous articles dans la fabrication desquels le bois est utilisé, sous le nom de "Cercueils Magog

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1953, incorporating: Manuel Golberg, merchant, Israel Grodinsky, accountant, Mary Segal, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and manufacture all kinds of lumber and wood products, under the name of "Best Grade Lumber & Plywood Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453-σ Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15836-53)

**Bureau Touristique de Voyages et de Conventions de Sainte-Agathe-des-Monts
Ste. Agathe Travel, Tourist & Convention Bureau**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of July 1953, to incorporate a corporation without share-capital: Gaston Gibeault, advocate and Queen's Counsel, Jacqueline Raymond, housewife, wife separate as to property by marriage contract of said Gaston Gibeault, and duly authorized by him, Paul Gélinas, advocate, all of the town of Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To encourage and promote the progress and development of the town of Sainte-Agathe-des-Monts from an industrial, commercial, economic and touristic point of view, under the name of "Bureau Touristique de Voyages et de Conventions de Sainte-Agathe-des-Monts" — "Ste. Agathe Travel, Tourist & Convention Bureau."

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation shall be at Saint-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, the fourteenth day of July 1953.

C.-E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13323-53)

Cercueils Magog Casket Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of July 1953, incorporating: Rouville Beaudry, merchant, Joseph Boutin, mechanic, both of Magog, Lucien Bélanger, accountant, of Sherbrooke, all of the judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To carry on the lumber business, manufacture caskets of all kinds, and deal in all articles in the fabrication of which wood enters, under the name of "Cercueils Magog Caskets Inc.", with a capi-

Casket, Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le quinze juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P. G. 15834-53)

Dominion Provisioners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juillet 1953, constituant en corporation: John Foster Chisholm, Henry Weir Davis, avocats et Conseils en Loi de la Reine, Ross Trenholm Clarkson, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de machines, dispositifs, attaches et outillage de réfrigération, congélation, congélation profonde et conservation des aliments, viandes, poissons et toutes sortes d'autres provisions et autrement faire le commerce de toutes sortes de nourritures, sous le nom de "Dominion Provisioners Ltd."

Le capital-actions autorisé de la compagnie sera de 500 actions sans valeur nominale ou au pair;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(P. G. 14241-53)

Dubreuil & Filiatrault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix juillet 1953, constituant en corporation: Albert Fournier, courtier, de la ville d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, Marcellin Dubreuil, comptable, Gaston Filiatrault, gérant, tous deux de la ville de Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et autres véhicules, ainsi que de leurs accessoires, combustible et appareils de chauffage, de quincaillerie, ferronnerie, matériaux de construction et ameublements, sous le nom de "Dubreuil & Filiatrault Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune et en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général le dix juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P.G. 14130-53)

Far East Trading Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juillet 1953, constituant en

tal stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Magog, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, the fifteenth day of July 1953.

C.-E. CANTIN.
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 15834-53)

Dominion Provisioners Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of July, 1953, incorporating: John Foster Chisholm, Henry Weir Davis, advocates and Queen's Counsel, Ross Trenholm Clarkson, advocate, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in machines, devices, attachments and equipment for the refrigeration, freezing, deep-freezing and conservation of foods, meats, fish and all other provisions; and otherwise deal in all kinds of foods, under the name of "Dominion Provisioners Ltd."

The authorized capital stock of the company is to consist of 500 shares without nominal or par value;

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 14241-53)

Dubreuil & Filiatrault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July 1953, incorporating: Albert Fournier, broker, of the town of Amos, judicial district of Abitibi, Marcellin Dubreuil, accountant, Gaston Filiatrault, manager, both of the town of Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To deal in automobiles and other vehicles, as well as accessories thereof, fuel and heating apparatus, hardware, iron works, construction materials, and furniture, under the name of "Dubreuil & Filiatrault Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 preferred shares of \$10 each and 300 common shares of \$100 each.

The head office of the Company shall be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, the tenth day of July 1953.

C.-E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14130-53)

Far East Trading Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July 1953, incorporating: Ernest Lafon-

corporation: Ernest Lafontaine, avocat, Max Meier, importateur, Roberte Smith, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme importateurs et exportateurs, sous le nom de "Far East Trading Co. Ltd.", avec un capital de \$25,000, divisé en 1,000 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(P.G. 15851-53)

Garage Caron & Morin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du treize juillet 1953, constituant en corporation: Roger Caron, Clément Morin, garagistes, Napoléon Morin, agent d'assurance, tous du village de L'Islet, district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Exploiter un garage et agir comme distributeurs et représentants des manufacturiers d'automobiles, de camions ou de tous autres véhicules-moteurs, sous le nom de "Garage Caron & Morin Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Islet, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le treize juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P. G. 15835-53)

G. Renteln Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du seizième jour de juillet 1953, constituant en corporation: David Mortimer Notkin, avocat, de Westmount, Mary Conner, secrétaire, fille majeure, George Renteln, manufacturier, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fils métalliques, toiles métalliques et produits de fils métalliques, textiles de toutes descriptions; et faire le négoce de propriétés immobilières, sous le nom de "G. Renteln Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(P. G. 14252-53)

Harvey Maron Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

taine, advocate, Mac Meier, importer, Roberte Smith, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of importers and exporters, under the name of "Far East Trading Co. Ltd.", with a capital stock of \$25,000, divided into 1,000 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July 1953.

C.-E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15851-53)

Garage Caron & Morin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of July, 1953, incorporating: Roger Caron, Clément Morin, garage-keepers, Napoléon Morin, insurance agent, all of the village of L'Islet, judicial district of Montmagny for the following purposes:

To operate a garage and carry on as distributors and representatives for manufacturers of automobiles, trucks or any other motor vehicles, under the name of "Garage Caron & Morin Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of \$100 each and into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at L'Islet, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(P. G. 15835-53)

G. Renteln Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of July, 1953, incorporating: David Mortimer Notkin, advocate, of Westmount, Mary Conner, secretary, spinster, George Renteln, manufacturer, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wire, wire cloth, wire screens and wire products, textiles of every description; and deal in or with immoveable property, under the name of "G. Renteln Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100, each, and 300 preferred shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 14252-53)

Harvey Maron Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelère, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seizième jour de juillet 1953, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, Jack B. Bobrove, étudiant en droit, de la cité de Montréal, Ruth D. Budyk, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, échange ou autrement et exploiter des emplacements immobiliers; construire des maisons de rapport aux fins de placements, sous le nom de "Harvey Maron Development Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(P.G. 14461-53)

J. A. Francœur & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juillet 1953, constituant en corporation: Charles-Édouard Bertrand, Roland-Gérard Lefrançois, avocats, Denise Bastien, comptable, tous des cité et distrit judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme plombiers, couvreurs, ferblantiers et comme entrepreneurs en chauffage, réfrigération, ventilation, aération et climatisation de l'air, sous le nom de "J. A. Francœur & Cie Ltée", avec un capital de \$150,000, divisé en 1,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P.G. 15232-53)

J. B. Robitaille Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1953, constituant en corporation: Jean-Baptiste Robitaille, Roland Robitaille, Roger Robitaille, épiciers, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "J. B. Robitaille Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P. G. 14253-53)

J.-Léon Roy & Fils, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelère, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of July, 1953, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, Jack B. Bobrove, law student, of the city of Montreal, Ruth D. Budyk, spinster, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange or otherwise and develop immoveable emplacements; to construct apartment buildings for investment purposes, under the name of "Harvey Maron Development Corporation", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of a par value of \$100. each and 300 preferred shares of a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1953:

C.-E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14461-53)

J. A. Francœur & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1953, incorporating: Charles-Édouard Bertrand, Roland-Gérard Lefrançois, advocates, Denise Bastien, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as plumbers, roofers, tinsmiths and as heating, refrigerating, ventilating, aerating and air-conditioning contractors, under the name of "J. A. Francœur & Cie Ltée", with a capital stock of \$150,000, divided into 1,500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15232-53)

J. B. Robitaille Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July 1953, incorporating: Jean-Baptiste Robitaille, Roland Robitaille, Roger Robitaille, grocers, of the city and judicial district of Montreal for the following purposes:

To deal in foodstuffs under the name of "J. B. Robitaille Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company shall be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, on July 14th, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 14253-53)

J.-Léon Roy & Fils, Limitée

Notice is hereby given that under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieute-

province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1953, constituant en corporation: Dame Marie Gilbert Roy, veuve de J.-Léon Roy, marchande publique, Léon-Maurice Roy, comptable, et J.-Lucien Roy, marchand, tous de la ville de Roberval, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Manufacturer et généralement exercer le commerce de produits comestibles, de vêtements, de meubles, de quincaillerie, de matériaux de construction, de produits pharmaceutiques, sous le nom de "J.-Léon Roy & Fils, Limitée", avec un capital de \$50,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1953.

L'Assisant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P. G. 14275-53)

Kay Pee Import-Export Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du seizième jour de juillet 1953, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, Cyrille E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de marchandises dans lesquelles le sucre ou la farine fait partie de la fabrication, sous le nom de "Kay Pee Import-Export Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4267 Old Orchard Ave, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de juillet 1953.

L'Assisant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(P.G. 13562-53)

Les Distributeurs Wilcox Limitée The Wilcox Distributors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize juillet 1953, constituant en corporation: Robert Maillet, Gérard Desparois, avocats, de Montréal, Roméo Bastien, comptable agréé, de Pointe-Claire, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils et accessoires électriques et de fournitures de maison, sous le nom de "Les Distributeurs Wilcox Limitée" — "The Wilcox Distributors Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions privilégiées de \$50 chacune et en 200 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juillet 1953.

L'Assisant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

nant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1953, incorporating Dame Marie Gilbert Roy, widow of J.-Léon Roy, public merchant, Léon-Maurice Roy, accountant, and J. Lucien Roy, merchant, all of the town of Roberval, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in foodstuffs, clothing, furniture, hardware, building materials, pharmaceutical products, under the name of "J. Léon Roy & Fils, Limitée", with a capital stock of \$50,000 divided into 250 common shares of \$100 each and into 2500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 14275-53)

Kay Pee Import-Export Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of July, 1953, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, secretaries, filles majeures, all of Montreal, Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all goods of which sugar or flour forms a part, under the name of "Kay Pee Import-Export Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at 4267 Old Orchard Ave, city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13562-53)

Les Distributeurs Wilcox Limitée The Wilcox Distributors Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1953, incorporating: Robert Maillet, Gérard Desparois, advocates, of Montréal, Roméo Bastien, chartered accountant, of Pointe-Claire, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical appliances and accessories and house furnishings, under the name of "Les Distributeurs Wilcox Limitée" — "The Wilcox Distributors Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 preferred shares of \$50 each and into 200 common shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14467-53)

Les Produits Quidoz Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1953, constituant en corporation: Marin Dion, avocat, Bella Bugeaud, fille majeure, sténographe, et Alcide Grenon, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'instruments de musique, sous le nom de "Les Produits Quidoz Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(A.G. 14467-53)

Les Produits Quidoz Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1953 incorporating: Marin Dion, advocate, Bella Bugeaud, spinster, stenographer, and Alcide Grenon, accountant, all of the city and judicial district of Montréal, for the following purposes:

To manufacture and deal in musical instruments under the name of "Les Produits Quidoz Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(P. G. 14450-53)

L. P. Leroux et Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1953, constituant en corporation: Paul-Emile LeJour, avocat, de Lachine, Patricia Demers et Marguerite Cyr, filles majeures, secrétaires, toutes deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et la fabrication d'eaux gazeuses, ainsi que le commerce d'accessoires électriques, sous le nom de "L. P. Leroux et Fils Limitée", avec un capital de \$150,000, divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune et en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, dans le district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(A. G. 14450-53)

L. P. Leroux et Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1953, incorporating: Paul-Emile LeJour, advocate, of Lachine, Patricia Demers and Marguerite Cyr, spinsters, secretaries, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and manufacture carbonated waters, as well as deal in electrical appliances, under the name of "L. P. Leroux et Fils Limitée", with a capital stock of \$150,000, divided into 500 preferred shares of \$100 each and into 10,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Dorion, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(P. G. 14453-53)

Méthot & Gagné, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1953, constituant en corporation: Roméo Gagné, fabricant d'eaux gazeuses, Dame Simone Méthot, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roméo Gagné, et Demoiselle Rita Bouchard, fille majeure, secrétaire, tous trois de Rivière-du-Loup, dans le district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'eaux gazeuses, sous le nom de "Méthot & Gagné, Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, dans le district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(A. G. 14453-53)

Méthot & Gagné, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1953, incorporating: Roméo Gagné, manufacturer of carbonated waters, Dame Simone Méthot, housewife, wife separate as to property of the said Roméo Gagné, and Miss Rita Bouchard, spinster, secretary, all three of Rivière-du-Loup, in the judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To manufacture and deal in carbonated waters, under the name of "Méthot & Gagné, Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, in the judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14471-53)

Model Tile Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seizième jour de juillet 1953, constituant en corporation: Conrad Shatner, Hyman Solomon, Louis Feigenbaum, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tuiles, bois de construction et de pulpe et tous produits et sous-produits d'iceux, sous le nom de "Model Tile Company", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté au bureau du Procureur général, ce seizième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(A.G. 14471-53)

Model Tile Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of July, 1953, incorporating: Conrad Shatner, Hyman Solomon, Louis Feigenbaum, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in tile, timber and pulp wood and all products and by-products of same, under the name of "Model Tile Company", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14096-53)

**National Office Management Association
Montreal Chapter, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juillet 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Brain, comptable, de la ville de Valois, Marcel Gauthier, gérant du personnel, Joseph John Russell, de bureau, tous deux de la cité de Saint-Lambert, Quentin R. Ball, assistant-surintendant, Herbert Stratford Dawson, surveillant des services de bureau, Edward Austin Gunnin, comptable, John Hill, comptable en chef, Antonio Rainville, assistant chef-inspecteur, Philip John Robson, assistant gérant de bureau, Clifford Smallwood, assistant-contrôleur, Ralph Caden Stirling, contrôleur, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et entretenir des relations fraternelles entre les administrateurs intéressés dans les problèmes qui concernent l'organisation et l'administration de bureau, sous le nom de "National Office Management Association, Montréal Chapter, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(A.G. 14096-53)

**National Office Management Association
Montreal Chapter, Inc.**

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July 1953, incorporating without share capital: Maurice Brain, methods accountant, of the town of Valois, Marcel Gauthier, personal manager, Joseph John Russell, office supervisor, both of the city of Saint-Lambert, Quentin R. Ball, assistant superintendent, Herbert Stratford Dawson, supervisor office services, Edward Austin Gunning, accountant, John Hill, chief accountant, Antonio Rainville, assistant chief inspector, Philip John Robson, assistant office manager, Clifford Smallwood, assistant comptroller, Ralph Caden Stirling, comptroller, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To establish and maintain a fraternal relationship among executives interested in the problems of office organization and management, under the name of "National Office Management Association, Montreal Chapter, Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July 1953.

C.-E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

(P. G. 16102-53)

**Oeuvre des Terrains de Jeux de la Ville de
Sainte-Thérèse, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize juillet 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph-Léonard Blanchard, notaire, Albert Filiatrault, industriel, Docteur Claude Lamarche, M.D., tous de la ville de Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

(A. G. 16102-53)

**Oeuvre des Terrains de Jeux de la Ville de
Sainte-Thérèse, Inc.**

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1953, incorporating without share capital: Joseph-Léonard Blanchard, notary, Albert Filiatrault, industrialist, Doctor Claude Lamarche, M.D., all of the town of Ste. Thérèse, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

Travailler au bien-être physique, intellectuel et moral des jeunes, sous le nom de "Oeuvre des Terrains de Jeux de la Ville de Sainte-Thérèse, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.).

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P. G. 14386-53)

Oil Leaseholds Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de juillet 1953, constituant en corporation: Neil Franklin Phillips, avocat, de la cité de Westmount, Jack Lightstone, avocat, Marjorie Gilbride, secrétaire, fille majeure, toutes deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire et ériger des postes de gazoline et service, des garages et les louer, sous le nom de "Oil Leaseholds Inc.", avec un capital-actions divisé en 500 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(P.G. 16103-53)

O. Tétreault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize juillet 1953, constituant en corporation: Dame Adéliska Perras, veuve de Ovide Tétreault, Louis-Philippe Tétreault, garagiste, Jean-Paul Tétreault, agent-vendeur, tous de la ville de Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules-moteurs, de mécaniciens et de ce qui se rapporte aux automobiles, sous le nom de "O. Tétreault Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P.G. 16127-53)

Provincial Gas & Welding Supplies (St-Jérôme) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juillet 1953, constituant en corporation: Jules-Armand St-Yves, industriel, Jeanne Bourassa, épouse contractuellement séparée de biens

To work for the physical, intellectual and moral welfare of youth, under the name of "Oeuvre des Terrains de Jeux de la Ville de Sainte-Thérèse, Inc."

The amount to which the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000.).

The head office of the company will be at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 14386-53)

Oil Leaseholds Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July 1953, incorporating: Neil Franklin Phillips, advocate, of the city of Westmount, Jack Lightstone, advocate, Marjorie Gilbride, secretary, fille majeure, both of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To construct and build gasoline and service stations, and garage and to lease the same, under the name of "Oil Leaseholds Inc.", with a capital stock divided into 500 common shares without nominal or par value.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July 1953.

C.-E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16103-53)

O. Tétreault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July 1953, incorporating: Dame Adéliska Perras, widow of Ovide Tétreault, Louis-Philippe Tétreault, garage-keeper, Jean-Paul Tétreault, agent-salesman, all of the town of Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as mechanics, deal in motor-vehicles and everything pertaining to automobiles, under the name of "O. Tétreault Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, on July 16th 1953.

C.-E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16127-53)

Provincial Gas & Welding Supplies (St-Jérôme) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of July 1953 incorporating: Jules-Armand St-Yves, industrialist, Jeanne Bourassa, wife separate as to property by marriage contract of

du dit Jules-Armand St-Yves, tous deux de Shawinigan-Falls, district judiciaire des Trois-Rivières, Claude Brouillette, gérant, de Saint-Antoine-des-Laurentides, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchand de gaz comprimé, gaz propane ou tout gaz de même nature, sous le nom de "Provincial Gas & Welding Supplies (St-Jérôme) Ltd.", avec un capital de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Antoine-des-Laurentides, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P. G. 14274-53)

Regal Ticket Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seizième jour de juillet 1953, constituant en corporation: Ernest R. Fray, gérant, William R. Fray, gérant d'atelier, William E. Wright, surveillant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les affaires comme distributeurs et imprimeurs de billets de théâtre, étiquettes pour vêtements soit de tissus ou de papier, billets d'abonnements et écriteaux de toutes sortes, sous le nom de "Regal Ticket Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(P. G. 14075-53)

Roch & Savard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six juillet 1953, constituant en corporation: Jean Roch, mécanicien, Armand-Hildège Viau, comptable, de Verdun, Paul Savard, vendeur, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce en général d'articles domestiques, de ferronnerie, combustible, marchandises sèches et de produits alimentaires, sous le nom de "Roch & Savard Inc.", avec un capital de \$5,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P. G. 14470-53)

Sadam Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-

the said Jules-Armand St-Yves, both of Shawinigan-Falls, judicial district of Trois-Rivières, Claude Brouillette, manager, of Saint-Antoine-des-Laurentides, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as a marchand in compressed gas, propane gas or gas of the same nature, under the name of "Provincial Gas & Welding Supplies (St-Jérôme) Ltd.", with a capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Antoine-des-Laurentides, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 14274-53)

Regal Ticket Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of July, 1953, incorporating: Ernest R. Fray, manager, William R. Fray, plant manager, William E. Wright, supervisor, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of distributors and printers of theatre tickets, clothing tickets whether of cloth or paper, continuous tickets and labels of all kinds, under the name of "Regal Ticket Corporation", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 14075-53)

Roch & Savard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July 1953, incorporating: Jean Roch, mechanic, Armand-Hildège Viau, accountant, of Verdun, Paul Savard, salesman, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in household articles, hardware, fuel, dry goods and foodstuffs, generally, under the name of "Roch & Savard Inc.", with a capital stock of \$5,000 divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the Company shall be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the sixth day of July 1953.

C.-E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 14470-53)

Sadam Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-

Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du six juillet 1953, constituant en corporation: Jules Dupré, avocat, c.r., de la ville d'Outremont, Raymond Lette, juriste, et Jeanne-Françoise Raymond, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous appareils, instruments et objets techniques, mécaniques, électriques, outils, jouets, articles de quincaillerie, produits chimiques, articles de sport, sous le nom de "Sadam Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le six juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P. G. 15966-53)

S. Engel & Son Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de juillet 1953, constituant en corporation: Sam Engel, Sidney Engel, maîtres plombiers, Philip Shrague Garonce, avocat, Samuel Senzilet, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le négoce et le commerce comme plombiers, sous le nom de "S. Engel & Son Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, 1,000 actions, série "A" d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,000 actions, sans droit de vote, série "B", d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(P.G. 16019-53)

Service des Loisirs de la Paroisse de Ste-Madeleine de Rigaud

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juillet 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Jacques Gauthier, voyageur, Gérard Faubert, cultivateur, Henri Cadieux, garagiste, Paul Brasseur, journalier, J.-Marc Séguin, entrepreneur, Dr Oscar Gendron, médecin, tous de Rigaud, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de Ste-Madeleine de Rigaud, sous le nom de "Service des Loisirs de la Paroisse de Ste-Madeleine de Rigaud".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of July 1953, incorporating: Jules Dupré, Q.C., advocate, of the city of Outremont, Raymond Lette, jurist, and Jeanne-Françoise Raymond, secretary, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of apparatus, technical, mechanical and electrical instruments and objects, tools, toys, hardware, chemical products, sport articles, under the name of "Sadam Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the sixth day of July 1953.

C.-E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 15966-53)

S. Engel & Son Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1953, incorporating: Sam Engel, Sidney Engel, masters plumbers, Philip Shrague Garonce, advocate, Samuel Senzilet, notary, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business as plumbers, under the name of "S. Engel & Son Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100, each, 1,000 Class "A" shares each of a par value of \$10, 1,000 Class "B" non voting shares each of a par value of \$10.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1953.

C.-E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16019-53)

Service des Loisirs de la Paroisse de Ste-Madeleine de Rigaud

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1953, incorporating without share capital: Jean-Jacques Gauthier, traveller, Gérard Faubert, farmer, Henri Cadieux, garage-keeper, Paul Brasseur, laborer, J. Marc Séguin, contractor, Dr. Oscar Gendron, physician, all of Rigaud, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To develop recreational centres in the parish of Ste-Madeleine de Rigaud, under the name of "Service des Loisirs de la Paroisse de Ste-Madeleine de Rigaud".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Rigaud, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1953.

C. E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15967-53)

Somerled Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de juillet 1953, constituant en corporation: Maurice Deckelbaum, administrateur, Raymonde Doyle, secrétaire, fille majeure, Blanka Gyulai, teneuse de livres, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce, et exploiter certaines propriétés immobilières, sous le nom de "Somerled Holdings Ltd.", avec un capital-actions de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(P.G. 15854-53)

Stuppel & Caplan Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juillet 1953, constituant en corporation: James Brendan O'Connor, avocat, de la cité de Westmount, William Alston Campbell, avocat, de la Ville de Montréal-Ouest, Jennie Johnstone, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants.

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Stuppel & Caplan Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN'

(P.G. 16015-53)

Théâtre Rex Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-sept juillet 1953, constituant en corporation: Michel Leroy, comptable, Atilano Fernandès, Émile Ribault, camionneurs, de Sept Îles, district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Exploiter des théâtres et salles de spectacles, sous le nom de "Théâtre Rex Incorporée", avec un capital de \$40,000 divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept Îles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN,

(P.G. 16045-53)

Valcartier Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 15967-53)

Somerled Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July 1953, incorporating: Morris Deckelbaum, Executive, Raymonde Doyle, secretary, spinter, Blanka Gyulai, bookkeeper, spinter, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal with and turn to account certain immovable properties, under the name of "Somerled Holdings Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July 1953.

C. E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15854-53)

Stuppel & Caplan Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July 1953, incorporating: James Brendan O'Connor, advocate, of the city of Westmount, William Alston Campbell, advocate, of the town of Montreal West, Jennie Johnstone, secretary, spinter of the age of majority, of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and contractors, under the name of "Stuppel & Caplan Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July 1953.

C. E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16015-53)

Théâtre Rex Incorporée

Notice is hereby given that under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1953, incorporating: Michel Leroy, accountant, Atilano Fernandès, Émile Ribault, carters, of Seven Islands, judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To operate theatres and play-houses, under the name of "Théâtre Rex Incorporée", with a capital stock of \$40,000 divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the corporation will be at Seven Islands, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1953.

C. E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16045-53)

Valcartier Industries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1953, constituant en corporation: Frank Ireland, industriel, de Valcartier, Ross Drouin, avocat, J.-Alfred Drouin, gérant de bureau, tous deux de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de papier, matériaux en papier, pulpe, bois de pulpe, billes, bois de sciage et de construction et des produits et sous-produits du bois, sous le nom de "Valcartier Industries Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 750 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P.G. 14328-53)

Vendome Auto Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juillet 1953, constituant en corporation: Pothier Ferland, avocat, de Longueuil, Roger Craig, avocat, d'Outremont, Bernard LeBel, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules-moteurs et agir comme garagistes en général, sous le nom de "Vendome Auto Agencies Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au N° 5100, avenue Western, à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P.G. 16095-53)

Vertex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de juillet 1953, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Arthur Daniel Ruby, Lewis Jack Manolson, comptables agréés, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire des édifices et voir à l'administration d'iceux aussi faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Vertex Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

(P.G. 16139-53)

Villa Francheville Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with Section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of July 1953, incorporating: Frank Ireland, industrialist of Valcartier, Ross Drouin, advocate, J. Alfred Drouin, office manager, both of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in paper, paper materials, pulp, pulp-wood, balls, sawn and constructional timber, and wood products and by-products, under the name of "Valcartier Industries Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 750 common shares of a par value of \$100 each and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company shall be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the fourteenth day of July 1953.

C. E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14328-53)

Vendome Auto Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July 1953, incorporating: Pothier Ferland, advocate, of Longueuil, Roger Craig, advocate, of Outremont, Bernard LeBel, advocate of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor-vehicles and operate as garage-keepers generally, under the name of "Vendome Auto Agencies Inc.", with a capital of \$10,000 divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the Company shall be at No. 5100 Western Avenue, at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, July third 1953.

C. E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16095-53)

Vertex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1953, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Arthur Daniel Ruby, Lewis Jack Manolson, chartered accountants, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To erect and manage buildings and deal in building materials, under the name of "Vertex Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1953.

C. E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16139-53)

Villa Francheville Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juillet 1953, constituant en corporation sans capital-actions: MM. les abbés Adrien Bernier, Louis Dubé, tous deux professeurs, Fernand Bernier, directeur, tous trois du Collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière, Rosaire Bélanger, étudiant à l'École d'Agriculture, de Ste-Anne-de-la-Pocatière, et Paul-Émile Raymond, directeur de l'Externat classique de Rivière-du-Loup, tous du district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Édifier par leur contribution et leur travail manuel une maison d'été dans un endroit retiré pour profiter du calme et de l'isolement, sous le nom de "Villa Francheville Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$30,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453-o C.-E. CANTIN.

(P.G. 15819-53)

Wilfrid Realities Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juillet 1953, constituant en corporation: George Sinclair, marchand, Sureka Wasserman, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, Jacqueline Roberge, sténographe, fille majeure, de Rosemere, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Wilfrid Realities Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de juillet 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
35453 C.-E. CANTIN.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Marconi Employees Credit Union", en date du 13 août 1953, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province, le 17 août 1953.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 août 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35457-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 3363-47)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1953, incorporating without share-capital: the reverend fathers Adrien Bernier, Louis Dubé, both professors, Fernand Bernier, Director, all three of the Ste-Anne-de-la-Pocatière College, Rosaire Bélanger student at the School of Agriculture, of Ste-Anne-de-la-Pocatière, and Paul-Émile Raymond, Director of the "Externat classique de Rivière-du-Loup, all of the judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To build, by their contribution and their manual labor, a summer dwelling house in an isolated place so as to take advantage of its tranquillity and retirement, under the name of "Villa Francheville Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is \$30,000.

The head office of the corporation will be at Sainte-Anne-de-la-Pocatière, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1953.

C. E. CANTIN,
35453 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15819-53)

Wilfrid Realities Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July 1953, incorporating: George Sinclair, Merchant, Sureka Wasserman, secretary, spinter of the full age of majority, both of the city of Montreal, Jacqueline Roberge, stenographer, spinter of the full age of majority of Rosemere, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Wilfrid Realities Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July 1953.

C. E. CANTIN,
35453-o Acting Deputy Attorney General.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Marconi Employees Credit Union" under date the Thirteenth day of August 1953, whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this August 17, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35457 Under Secretary of the Province.

(A.G. 3363-47)

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the

Secrétaire de la province a approuvé, le 19 juin, 1953, le règlement numéro "5" de "La Corporation de Plage Saint-Laurent", tel qu'adopté à l'assemblée générale annuelle des membres tenue le 19 mars 1953, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20 juin 1953.

Le Sous-secrétaire de la province,
35456-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 16304-53)

GASPE COPPER MINES, LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement numéro 11

"Un règlement augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de cinq à dix et fixant le quorum pour les assemblées des directeurs".

Qu'il soit, et il est, par les présentes, décrété par les directeurs de "Gaspé Copper Mines, Limited", (Libre de responsabilité personnelle) comme un règlement de la compagnie, ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit, et il est, par les présentes, augmenté de cinq à dix, de manière que le bureau de direction de la compagnie sera dorénavant composé de dix directeurs, dont cinq desquels formeront un quorum.

2° Que le troisième paragraphe de l'article numéro 17 du règlement numéro 1 de la compagnie soit, et il est, par les présentes révoqué et aboli, et le suivant lui est substitué:

"Cinq directeurs constitueront un quorum dans l'administration des affaires de la compagnie."

Passé par les directeurs ce 18e jour de juin 1953.

(Signé) Le Vice-Président,
H.-L. ROSCOE.
(Signé) Le Secrétaire,
C.-H. WINDELER.

Je, Russell Horsfall, l'Assistant-secrétaire de "Gaspé Copper Mines, Limited", (Libre de responsabilité personnelle), par les présentes, certifie que le précédent est une vraie et exacte copie du règlement N° 11 de "Gaspé Copper Mines, Limited", (Libre de responsabilité personnelle), lequel dit règlement a été dûment passé par les directeurs de ladite compagnie le 18e jour de juin 1953 et a été dûment approuvé par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 13e jour de juillet 1953.

Daté ce 12e jour d'août 1953.

(Seau) L'Assistant-secrétaire,
RUSSELL HORSFALL.
1709 Bank of Nova Scotia Bldg.,
35462 Toronto 1, Ont.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Blue Sea Lake", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le seize juin 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Blue Sea Lake, dans le comté de Gatineau.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35464-o JEAN BRUCHÉSI.

Honourable the Provincial Secretary, on June 19th 1953, approved By-law No. "5" of "La Corporation de Plage Saint-Laurent", such as adopted at the annual general meeting of the members, held on March 19, 1953, and pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 20, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35456 Under Secretary of the Province.

(A.G. 16304-53)

GASPE COPPER MINES, LIMITED
(No Personal Liability)

By-Law number 11

"A By-law increasing the number of directors of the company from five to ten and fixing the quorum for meetings of directors."

Be it enacted and it is hereby enacted by the directors of "Gaspé Copper Mines, Limited", (No Personal Liability) as a By-law of the company as follows:

1. That the number of directors of the company be and the same is hereby increased from five to ten so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of ten directors, of whom five shall form a quorum.

2. That the third paragraph of section number 17 of By-law number 1 of the company be and is hereby repealed and rescinded and the following substituted therefor:

"Five directors shall constitute a quorum for the transaction of business."

Passed by the directors this 18th day of June, 1953.

(Signed) H.-L. ROSCOE,
Vice-Président.
(Signed) C.-H. WINDELER,
Secretary.

I, Russell Horsfall, the Assistant Secretary of "Gaspé Copper Mines, Limited" (No Personal Liability) do hereby certify that the foregoing is a true and correct copy of By-law No. 11 of "Gaspé Copper Mines, Limited", (No Personal Liability), which said By-law was duly passed by the directors of said company on the 18th day of June, 1953, and was duly approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special General Meeting called for considering the said By-law and held on the 13th day of July, 1953.

Dated this 12th day of August, 1953.

(Seal) RUSSELL HORSFALL,
Assistant Secretary.
1709 Bank of Nova Scotia Bldg.
35462-o Toronto 1, Ont.

NOTICE

(Professional Syndicate's Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Blue Sea Lake", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June sixteenth, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Blue Sea Lake in the county of Gatineau.

JEAN BRUCHÉSI,
35464 Under Secretary of the Province.

(P.G. 7761-53)

L'ASSOCIATION DE L'UNION NATIONALE
DE MAISONNEUVE INCORPORÉE

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 10 juin 1953, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à treize:

"6° *Dignitaires*: Les dignitaires de l'Association sont: un président, un 1er vice-président, un 2ième vice-président, un secrétaire, un trésorier et huit directeurs."

Copie conforme, Montréal, le 24 juillet 1953.

Le Président,

A.-S. BISSON.

Le Secrétaire,

ROGER HARVEY.

35463-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Montcerf", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quinze juin 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montcerf, dans le comté de Gatineau.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI.

35465-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Thérèse Gatineau", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quinze juin 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Thérèse, dans le comté de Gatineau.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI.

35466-o

(P.G. 10796-52)

CANADIAN PERLITE CORPORATION

Règlement "25"

"Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Canadian Perlite Corporation", ce qui suit:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre, de manière que le bureau de direction de la compagnie sera dorénavant composé de quatre directeurs.

Trois directeurs formeront un quorum à toute assemblée du bureau de direction.

Tous règlements, résolutions et procès verbaux, antérieurs de la compagnie, incompatibles à ceux, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour se conformer à ce règlement."

Montréal, 27 juillet 1953.

Vraie copie.

35470

Le Secrétaire,

SAMUEL CHAIT.

(A.G. 7761-53)

L'ASSOCIATION DE L'UNION NATIONALE
DE MAISONNEUVE INCORPORÉE

Extract from the by-laws of the abovementioned corporation, as adopted at a meeting held on June 10th, 1953, concerning the increasing of the number of directors from three to thirteen:

"6° *Directors*: The directors of the Association include: a president, first vice-president, second vice-president, a secretary, treasurer, and eighth directors."

Certified copy, Montreal, July 24, 1953.

A.-S. BISSON,

President.

ROGER HARVEY,

Secretary.

35463

NOTICE

(Professional Syndicate's Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Montcerf", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June fifteenth, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montcerf, in the county of Gatineau.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

35465

NOTICE

(Professional Syndicate's Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Thérèse Gatineau", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June fifteenth, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Thérèse, in the county of Gatineau.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

35466

(A.G. 10796-52)

CANADIAN PERLITE CORPORATION

By-laws "25"

"Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Canadian Perlite Corporation," as follows:

The number of directors of the Company be and same is hereby increased from three to four so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of four directors.

Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to the By-laws."

Montreal, July 27th, 1953.

True extract

35470-o

SAMUEL CHAIT,

Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Producteurs de Fruits & Légumes du District-Nord de Montréal (U.C.C.)", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le sept juillet 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Anne-des-Plaines, comté de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35467-o JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 825-47)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le dix-sept août 1953, les amendements apportés aux règlements du "Centre Récréatif des Employés Civiques Inc.", et ce conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 19 août 1953.

Le Sous-secrétaire de la province,
35471-o JEAN BRUCHÉSI.

HANSON BROS. REALTY CORPORATION

Règlement "D"

La distribution de l'actif de la compagnie entre les actionnaires, au pro rata du nombre des actions détenues par chacun est, par les présentes, autorisée.

Certifié vrai sommaire du règlement "D" de "Hanson Bros. Realty Corporation."

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
35472 E. W. ALEXANDER.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Sherbrooke", en date du 25 juin 1953, dont le siège social est situé à St-Hubert de Spaulding, dans le comté de Frontenac, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 août 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35484-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Fidèle", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le trente et un août 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Fidèle, dans le comté de Bonaventure.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35486-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicate's Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Producteurs de Fruits & Légumes du District-Nord de Montréal (U.C.C.)", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July seventh 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Anne-des-Plaines, county of Terrebonne.

JEAN BRUCHÉSI,
35467 Under Secretary of the Province.

(P. Sec. 825-47)

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on August seventeenth 1953, approved the amendments to the By-laws of the "Centre Récréatif des Employés Civiques Inc.", and such pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 19, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35471 Under Secretary of the Province.

HANSON BROS. REALTY CORPORATION

By-law "D"

The distribution of the assets of the Company amongst the shareholders rateably to the number of shares held by each is hereby authorized.

Certified true summary of By-law "D" of "Hanson Bros. Realty Corporation."

E. W. ALEXANDER,
35472-o Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Sherbrooke" under date the twenty-fifth day of June 1953, whereof the head office is at St-Hubert de Spaulding, in the county of Frontenac, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this August 19, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35484 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Fidèle", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on August thirty-first, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Fidèle, in the county of Bonaventure.

JEAN BRUCHÉSI,
35486 Under Secretary of the Province.

(P.G. 19728-53)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le trente et un août 1953, les règlements généraux numérotés 1 à 48 de "Les Buissonnets Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 28 juillet 1953, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1953.

Le Sous-secrétaire de la province.

35485-0

JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 19128-53)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the general by-laws numbered 1 to 48 of "Les Buissonnets Inc.", as adopted at the meeting held on July 28, 1953, were approved by the Honourable the Provincial Secretary, on August thirty-first, 1953, pursuant to the provisions of Section 225a of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of September, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,

35485

Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné par Israël Sydney Isaacs, Bernard Lewis Isaacs, marchands, de la cité de Westmount, et Abraham Ross Isaacs, marchand, de la cité de Montréal, tant personnellement qu'en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de Cecile Amdur Isaacs, s'adresseront à la législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, d'adopter une loi pour interpréter et compléter le dernier testament de feu Cecile Amdur Isaacs, domiciliée en son vivant en la cité de Montréal.

Montréal, le 20 août 1953.

Le Procureur des requérants,

35449-35-4-o

ÉMILIEN BRAIS.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Siméon Napoléon Morin, entrepreneur, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi spéciale ratifiant la ligne de construction de sa bâtisse et de ce fait rectifiant son titre de propriété aux lots 75 et 76 de la subdivision officielle du lot 189 au cadastre du village de la Côte de la Visitation, dans la cité de Montréal et à l'immeuble y érigé.

Montréal, 21 août 1953.

Le Procureur du requérant,

35450-35-4-o

ÉMILIEN BRAIS.

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given by Israël Sydney Isaacs, Bernard Lewis Isaacs, merchants, of the city of Westmount, and Abraham Ross Isaacs, merchant, of the city of Montreal, as much personally as in their quality of testamentary executors for Cecile Amdur Issacs, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law to interpret and complete the last will of the late Cecile Amdur Isaacs, domiciled in his lifetime in the city of Montreal.

Montreal, August 20, 1953.

ÉMILIEN BRAIS,

35449-35-4

Attorney for petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Siméon Napoléon Morin, contractor, of the City of Montréal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of a special law to ratify the construction outline of his building, thereby ratifying his title of ownership to lots 75 and 76 of the official subdivision of lot 189 of the cadastre of the "Village de la Côte de la Visitation", in the city of Montreal, and to the building erected thereon.

Montreal, August 21, 1953.

ÉMILIEN BRAIS,

35450-35-4

Attorney for Petitioner.

Département de l'Instruction publique

N° 1121-53.

Québec, le 20 août 1953.

Demande est faite que le nom de la municipalité scolaire du village de Shawinigan-Sud, dans le comté de Saint-Maurice, soit changé en celui de "Shawinigan-Sud", dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

35440-35-2-o

O. J. DESAULNIERS.

N° 1073-53.

Québec, le 21 août 1953.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de ville de Saint-Joseph-d'Alma, comté du Lac Saint-Jean, en celui de "Ville d'Alma", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

35441-35-2-o

O. J. DESAULNIERS,

Department of Education

No. 1121-53.

Quebec, August 20, 1953.

Application is made in order that the name of the School municipality of the village of Shawinigan-South, in the county of Saint-Maurice, be changed to that of "Shawinigan-Sud", same county.

O. J. DESAULNIERS,

35440-35-2

Superintendent of Education.

No. 1073-53.

Quebec, August 21, 1953.

Application is made to change the name of the School Municipality of the town of Saint-Joseph d'Alma, county of Lake Saint-John, into that of "Ville d'Alma", same county.

O. J. DESAULNIERS,

35441-35-2

Superintendent of Education.

N° 1105-53.

Québec, le 26 août 1953.

Demande est faite que le nom de la municipalité scolaire de Chambly Bassin, dans le comté de Chambly, soit changé en celui de "Ville de Chambly", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35475-36-2-0 O. J. DESAULNIERS.

No. 1105-53.

Quebec, August 26, 1953.

Application is made in order that the school municipality of Chambly Bassin, in the county of Chambly, be changed to that of "Ville de Chambly", same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 727-53.

Québec, le 27 août 1953.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 20 août 1953, de détacher de la municipalité scolaire de Rock-Forest, dans le comté de Sherbrooke, les lots suivants, tous inclusivement du canton d'Orford, savoir:

421 à 423 du rang VII (7); 506 à 516 du rang VIII (8); 591 à 619 du rang IX (9), et de les annexer à la municipalité scolaire du Petit Lac Magog, même comté.

Cette arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1954.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35454-o O. J. DESAULNIERS.

No. 727-53.

Quebec, August 27, 1953.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated August 20, 1953, has been pleased to detach from the school municipality of Rock-Forest, in the county of Sherbrooke, the following lots, all inclusive, of the township of Orford, to wit:

421 to 423 of Range VII (7); 506 to 516 of Range VIII (8); 591 to 619 of Range IX (9), and to annex them to the school municipality of Petit Lac Magog, same county.

This Order in Council will come into effect on July first 1954.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1452-51.

Québec, le 27 août 1953.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 20 août 1953, de changer le nom de la municipalité scolaire du Village de Rouyn, dans le comté de Rouyn-Noranda, en celui de "La municipalité scolaire de Rouyn, même comté."

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35454-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1452-51.

Quebec, August 27, 1953.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated August 20, 1953, has been pleased to change the name of the school municipality of Village de Rouyn, in the county of Rouyn-Noranda, to that of "La municipalité scolaire de Rouyn," same county.

This Order in Council will come into effect eight days after publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre Officiel de la Paroisse de Notre-Dame-de-L'Assomption de Repentigny (maintenant partie de la paroisse de Repentigny) division d'enregistrement de L'Assomption.

Avis est par la présente donné que le lot 49-11 (rue) est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 août 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
35455-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Notre-Dame-de-L'Assomption de Repentigny (now part of the Parish of Repentigny) registration Division of L'Assomption.

Notice is hereby given that lot 49-11 (street) is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 25th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
35455-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander au Lieutenant-Gouverneur en Conseil l'approbation de la modification suivante au décret numéro 760 du 30 juin 1953, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec.

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Berrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to recommend to the Lieutenant-Governor in Council the approval of the following amendments to the decree No. 760 of June 30, 1953, relating to the construction industry in the region of Quebec.

Les mots "Sainte-Monique-des-Saules" seront ajoutés après les mots "Saint-Félix-du-Cap-Rouge" apparaissant dans la description de la zone I, article III.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, le 5 septembre, 1953. 35488-o

The words "Sainte-Monique-des-Saules" will be added after the words "St. Felix-du-Cap-Rouge" mentioned in the description of zone I, section III.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 5, 1953. 35488-o

Sièges sociaux

AVIS DE LA SITUATION DU SIÈGE SOCIAL DE LA COMPAGNIE "AIRCRAFT WELDING AND SHEET METALS CO. LIMITED"

Avis est donné que la compagnie "Aircraft Welding and Sheet Metals Co. Limited," constituée en corporation en vertu de lettres patentes en date du 23 juin 1953, a établi son bureau et siège social au numéro 1570 de la rue Iberville, dans les cité et district de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28ième jour de juillet 1953.

AIRCRAFT WELDING AND SHEET
METALS CO. LIMITED.

(Secau)
35458-o J. JACQUES BEAUCHEMIN.
Par le Secrétaire.

DOMINION PROVISIONERS LTD.

Avis est donné que la compagnie "Dominion Provisioners Ltd.," constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 14 juillet 1953, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son siège social à 1352 ouest, rue Ste-Catherine, en ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce septième jour d'août 1953.

35459 Le Président,
WM. G. CHAMBERLIN.

WM DOYLE LIMITÉE

Avis de changement d'adresse du siège
social de la Compagnie

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Wm Doyle Limitée," constituée en corporation par lettres patentes le 12ème jour de janvier 1940, et ayant son siège social au N° 15 rue Saint-Pierre, Québec, ou son bureau était situé jusqu'à ce jour, l'a transporté au N° 92 rue Saint-Pierre, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, P.Q., ce 28ème jour d'août, 1953.

(Secau)
35468-o Le Secrétaire,
MAURICE BOULANGER, C.A.

NOTICE OF THE SITUATION OF THE HEAD OFFICE OF "AIRCRAFT WELDING AND SHEET METALS CO. LIMITED"

Notice is hereby given that "Aircraft Welding and Sheet Metals Co. Limited", company incorporated by letters patent, bearing the date of June 23rd, 1953, has established its office at number 1570 Iberville Street, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 28th day of July 1953.

(Seal) AIRCRAFT WELDING AND SHEET
METALS CO. LIMITED.

Per: J. JACQUES BEAUCHEMIN,
35458-o Secretary.

DOMINION PROVISIONERS LTD.

Notice is hereby given that "Dominion Provisioners Ltd.," incorporated by Letters Patent issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on July 14th, 1953, and having its head office in the City of Montreal in the Province of Quebec, has established its Head Office at 1352 St. Catherine Street, West in the said City.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q., this seventh day of August, 1953.

35459 WM. G. CHAMBERLIN,
President.

WM DOYLE LIMITÉE

Notice of change of location of Company's
Head Office

Notice is hereby given that the company "Wm Doyle Limitée," incorporated by letters patent on the twelfth day of January 1940, and having its head office at No. 15 St. Peter Street, Quebec, where its head office was situated up to to-day, has moved it to No. 92 St. Peter Street, Quebec.

From and after the date this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Quebec, P.Q., this twenty-eighth day of August 1953.

(Seal) MAURICE BOULANGER, C.A.,
35468 Secretary.

VILLERAY ENTREPRISE LTD.

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présents, donné que la compagnie "Villeray Entreprise Ltd." constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 8e jour de juillet 1953, et ayant son siège social en les cité et district judiciaire de Montréal, a établi son bureau au N° 1012 ouest, rue Sherbrooke, cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 26e jour d'août 1953.

35473

Le Président,
ANDREW B. VITA.

VILLERAY ENTREPRISE LTD.

Notice of Location of Head Office

Notice is hereby given that "Villeray Enterprise Ltd.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, on the 8th, July, 1953, and having its head office in the city and District of Montreal, has established its office at No. 1012 Sherbrooke Street, West, City of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal this 26th day of August 1953.

35473-0

ANDREW B. VITA,
President.

Soumissions

CORRECTION

VILLAGE DE GIFFARD
(Comté de Québec)

Dans l'avis paru dans la *Gazette officielle de Québec*, du 29 août 1953, à la page 2667, prière de noter que l'amortissement de capital du 1er septembre 1973 est au montant de \$24,000 et non pas de \$24,500.

35453-x-o

CORRECTION

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE
DRUMMONDVILLE
(Comté de Drummond)

Dans la partie française de l'avis de demande de soumissions paru dans la *Gazette officielle de Québec*, du 22 août 1953, à la page 2581, prière de noter que les soumissions seront reçues jusqu'à 8 heures p.m., mercredi le 9 septembre 1953.

35453-x-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNI-
CIPALITÉ DE LA CITÉ DE THETFORD MINES
(Comté de Mégantic)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, Antonio Beaudoin, c.r., secrétaire-trésorier, C. P. 295, Thetford Mines, (Mégantic), jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 21 septembre 1953, pour l'achat de \$621,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Thetford Mines (Mégantic), datées du 1er septembre 1953 et remboursables par séries du 1er septembre 1954 au 1er septembre 1973 inclusivement, avec intérêts à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tenders

CORRECTION

VILLAGE OF GIFFARD
(County of Quebec)

In the notice of call for tender which appeared in the *Quebec Official Gazette* of August 29th, 1953, at page 2667, please note that the maturity of September 1st, 1973 should read \$24,000 instead of \$24,500.

35453-x-o

CORRECTION

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE CITY OF
DRUMMONDVILLE
(County of Drummond)

In the French text of the call for tender which appeared in the *Quebec Official Gazette* of August 22, 1953, at page 2581, please note that tenders will be received until 8 o'clock P.M., Wednesday, September 9th, 1953.

35453-x-o

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNI-
CIPALITY OF THE CITY OF THETFORD MINES
(County of Megantic)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Antonio Beaudoin, Q.C., Secretary-Treasurer, C.P. 295, Thetford Mines, (Mégantic), until 8 o'clock p.m., Monday, September 21, 1953, for the purchase of an issue of \$621,500 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the City of Thetford Mines (Megantic) dated September 1st, 1953 and redeemable serially from September 1st, 1954 to September 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$621,500 — 20 ans. Table of redemption — \$621,500.00 — 20 years.

Année	Capital	Year	Capital
1er septembre 1954.	x \$29,000.00	September 1st, 1954.	x \$29,000.00
1er septembre 1955.	x 30,500.00	September 1st, 1955.	x 30,500.00
1er septembre 1956.	x 32,000.00	September 1st, 1956.	x 32,000.00
1er septembre 1957.	x 33,500.00	September 1st, 1957.	x 33,500.00
1er septembre 1958.	x 35,000.00	September 1st, 1958.	x 35,000.00
1er septembre 1959.	x 37,000.00	September 1st, 1959.	x 37,000.00
1er septembre 1960.	x 39,000.00	September 1st, 1960.	x 39,000.00
1er septembre 1961.	x 41,000.00	September 1st, 1961.	x 41,000.00
1er septembre 1962.	x 43,000.00	September 1st, 1962.	x 43,000.00
1er septembre 1963.	x 45,000.00	September 1st, 1963.	x 45,000.00
1er septembre 1964.	20,500.00	September 1st, 1964.	20,500.00
1er septembre 1965.	21,500.00	September 1st, 1965.	21,500.00
1er septembre 1966.	22,500.00	September 1st, 1966.	22,500.00
1er septembre 1967.	23,500.00	September 1st, 1967.	23,500.00
1er septembre 1968.	25,000.00	September 1st, 1968.	25,000.00
1er septembre 1969.	26,000.00	September 1st, 1969.	26,000.00
1er septembre 1970.	27,000.00	September 1st, 1970.	27,000.00
1er septembre 1971.	28,500.00	September 1st, 1971.	28,500.00
1er septembre 1972.	30,000.00	September 1st, 1972.	30,000.00
1er septembre 1973.	31,500.00	September 1st, 1973.	31,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$269,394, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$26,939.40 chacun, de 1954 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Thetford Mines, Cté Mégantic.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Thetford Mines, Cté Mégantic.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 21 septembre 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Thetford Mines, Cté Mégantic.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Thetford Mines, (Comté de Mégantic), ce 27 août 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
ANTONIO BEAUDOIN, C.R.,
C. P. 295, Thetford Mines,
(Cté Mégantic), P. Q. 35461-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-LAURENT
(Comté de Jacques-Cartier)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Louis-L. Deguire, secrétaire-trésorier, 209 Blvd Décarie, Saint-Laurent (Jacques-Cartier), jus-

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$269,394 granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$26,939.40 each, from 1954 to 1963 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at Thetford Mines, County of Mégantic.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Thetford Mines, County of Mégantic.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday September 21, 1953, at 8 o'clock p.m., at City Hall of Thetford Mines, County of Mégantic.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Thetford Mines, (County of Mégantic), August 27, 1953.

ANTONIO BEAUDOIN, Q.C.,
Secretary-Treasurer,
P.O.B. 295, Thetford Mines,
(County of Mégantic) P.Q. 35461

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF SAINT-LAURENT
(County of Jacques-Cartier)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Louis L. Deguire, secretary-treasurer, 209 Blvd. Décarie, Saint-Laurent (Jacques-Cartier), until 8 o'clock p.m.,

qu'à 8 heures p.m., mardi, le 22 septembre 1953 pour l'achat de \$440,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent, cté Jacques-Cartier datées du 1er octobre 1953 et remboursables par séries du 1er octobre 1954 au 1er octobre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$440,000 — 20 ans.

Année	Capital
1er octobre 1954.....	x \$18,000.00
1er octobre 1955.....	x 19,000.00
1er octobre 1956.....	x 20,000.00
1er octobre 1957.....	x 21,000.00
1er octobre 1958.....	x 22,000.00
1er octobre 1959.....	x 23,000.00
1er octobre 1960.....	x 24,000.00
1er octobre 1961.....	x 25,500.00
1er octobre 1962.....	x 26,500.00
1er octobre 1963.....	x 28,000.00
1er octobre 1964.....	17,000.00
1er octobre 1965.....	18,000.00
1er octobre 1966.....	18,500.00
1er octobre 1967.....	19,500.00
1er octobre 1968.....	20,500.00
1er octobre 1969.....	21,500.00
1er octobre 1970.....	22,500.00
1er octobre 1971.....	24,000.00
1er octobre 1972.....	25,000.00
1er octobre 1973.....	26,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$125,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$12,500 chacun, de 1954 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Laurent, Cté Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Saint-Laurent, Cté Jacques-Cartier.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 22 septembre 1953, à 8 heures p.m., à 209 Blvd Décarie, Saint-Laurent, Cté Jacques-Cartier.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Laurent, (Comté de Jacques-Cartier), ce 31 août 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS-L. DEGUIRE,

209, Blvd Décarie, Saint-Laurent,
(Jacques-Cartier), P. Q.

35474-0

Tuesday, September 22, 1953, for the purchase of an issue of \$440,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Saint-Laurent, County Jacques-Cartier, dated October 1st and redeemable serially from October 1st, 1954 to October 1st 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$440,000.00 — 20 years.

Year	Capital
October 1st, 1954.....	x \$18,000.00
October 1st, 1955.....	x 19,000.00
October 1st, 1956.....	x 20,000.00
October 1st, 1957.....	x 21,000.00
October 1st, 1958.....	x 22,000.00
October 1st, 1959.....	x 23,000.00
October 1st, 1960.....	x 24,000.00
October 1st, 1961.....	x 25,500.00
October 1st, 1962.....	x 26,500.00
October 1st, 1963.....	x 28,000.00
October 1st, 1964.....	17,000.00
October 1st, 1965.....	18,000.00
October 1st, 1966.....	18,500.00
October 1st, 1967.....	19,500.00
October 1st, 1968.....	20,500.00
October 1st, 1969.....	21,500.00
October 1st, 1970.....	22,500.00
October 1st, 1971.....	24,000.00
October 1st, 1972.....	25,000.00
October 1st, 1973.....	26,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$125,000, granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$12,500 from 1954 to 1963 inclusively, shall be received and applied to the service of said loan.

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at Saint-Laurent, County Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Saint-Laurent, County of Jacques-Cartier.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held Tuesday September 22, 1953, at 8 o'clock p.m., at 209 Decarie Blvd. Saint-Laurent, County of Jacques-Cartier.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Laurent (County of Jacques-Cartier)
August 31st, 1953.

LOUIS L. DEGUIRE,
Secretary-Treasurer,

209, Blvd. Décarie, Saint-Laurent,
(Jacques-Cartier), P. Q.

35474

Province of Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE CAP D'ESPOIR
(Comté de Gaspé-Sud)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Évangéliste Pitre, secrétaire-trésorier, Anse du Cap, comté de Gaspé-Sud, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 22 septembre 1953, pour l'achat de \$71,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Cap d'Espoir, comté de Gaspé-Sud, datées du 1er octobre 1953 et remboursables par séries du 1er octobre 1954 au 1er octobre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3%, ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$71,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er octobre 1954.....	x\$17,500.00
1er octobre 1955.....	x 18,000.00
1er octobre 1956.....	x 19,000.00
1er octobre 1957.....	500.00
1er octobre 1958.....	500.00
1er octobre 1959.....	500.00
1er octobre 1960.....	1,000.00
1er octobre 1961.....	1,000.00
1er octobre 1962.....	1,000.00
1er octobre 1963.....	1,000.00
1er octobre 1964.....	1,000.00
1er octobre 1965.....	1,000.00
1er octobre 1966.....	1,000.00
1er octobre 1967.....	1,000.00
1er octobre 1968.....	1,000.00
1er octobre 1969.....	1,000.00
1er octobre 1970.....	1,000.00
1er octobre 1971.....	1,000.00
1er octobre 1972.....	1,500.00
1er octobre 1973.....	1,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$57,600, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$19,200 chacun, de 1954 à 1956 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'Adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cap d'Espoir, comté de Gaspé-Sud.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 22 septembre 1953, à 8 heures p.m., à la salle municipale de Cap d'Espoir, comté de Gaspé-Sud.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNI-
CIPALITY OF CAP D'ESPOIR
(County of Gaspé-South)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Évangéliste Pitre, secretary-treasurer, Anse du Cap, county of Gaspé-South, until 8 o'clock p.m., Tuesday, September 22, 1953, for the purchase of an issue of \$71,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Cap d'Espoir, county of Gaspé-South dated October 1st, 1953 and redeemable serially from October 1st, 1954 to October 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st, and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$71,000.00 — 20 years

Year	Capital
October 1st, 1954.....	x\$17,500.00
October 1st, 1955.....	x 18,000.00
October 1st, 1956.....	x 19,000.00
October 1st, 1957.....	500.00
October 1st, 1958.....	500.00
October 1st, 1959.....	500.00
October 1st, 1960.....	1,000.00
October 1st, 1961.....	1,000.00
October 1st, 1962.....	1,000.00
October 1st, 1963.....	1,000.00
October 1st, 1964.....	1,000.00
October 1st, 1965.....	1,000.00
October 1st, 1966.....	1,000.00
October 1st, 1967.....	1,000.00
October 1st, 1968.....	1,000.00
October 1st, 1969.....	1,000.00
October 1st, 1970.....	1,000.00
October 1st, 1971.....	1,000.00
October 1st, 1972.....	1,500.00
October 1st, 1973.....	1,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$57,600, granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$19,200 each, from 1954 to 1956 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay the bonds capital and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at Cap d'Espoir, county of Gaspé-South.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, September 22, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Municipal Hall of Cap d'Espoir, county of Gaspé-South.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap d'Espoir, (Comté de Gaspé-Sud), ce 27 août 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
ÉVANGÉLISTE PITRE.

Anse du Cap, (Comté de Gaspé-Sud),
P.Q. 35460-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE HAUTERIVE
(Comté de Saguenay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Maurice Emond, secrétaire-trésorier, Blvd Joliette, Hauterive, comté de Saguenay, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 23 septembre 1953 pour l'achat de \$148,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Hauterive, comté de Saguenay, datées du 1er août 1953 et remboursables par séries du 1er août 1954 au 1er août 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$148,000 — 15 ans.

Année	Capital
1er août 1954.	x \$16,000.00
1er août 1955.	x 16,500.00
1er août 1956.	x 17,500.00
1er août 1957.	x 18,500.00
1er août 1958.	x 19,000.00
1er août 1959.	5,000.00
1er août 1960.	5,000.00
1er août 1961.	5,500.00
1er août 1962.	5,500.00
1er août 1963.	6,000.00
1er août 1964.	6,000.00
1er août 1965.	6,500.00
1er août 1966.	6,500.00
1er août 1967.	7,000.00
1er août 1968.	7,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$75,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$15,000 chacun, de 1954 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Baie Comeau, Cte Saguenay.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Baie Comeau, comté de Saguenay.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Cap d'Espoir, (County of Gaspé-South), August 27, 1953.

EVANGÉLISTE PITRE,
Secretary-Treasurer.

Anse du Cap, (County of Gaspé-South),
P.Q. 35460

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF HAUTERIVE
(County of Saguenay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Maurice Emond, Secretary-Treasurer, Blvd. Joliette, Hauterive, county of Saguenay, until 7.30 o'clock p.m., Wednesday, September 23, 1953, for the purchase of an issue of \$148,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Hauterive, County of Saguenay, dated August 1st, 1953 and redeemable serially from August 1st, 1954 to August 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$148,000. — 15 years

Year	Capital
August 1st, 1954.	x \$16,000.00
August 1st, 1955.	x 16,500.00
August 1st, 1956.	x 17,500.00
August 1st, 1957.	x 18,500.00
August 1st, 1958.	x 19,000.00
August 1st, 1959.	5,000.00
August 1st, 1960.	5,000.00
August 1st, 1961.	5,500.00
August 1st, 1962.	5,500.00
August 1st, 1963.	6,000.00
August 1st, 1964.	6,000.00
August 1st, 1965.	6,500.00
August 1st, 1966.	6,500.00
August 1st, 1967.	7,000.00
August 1st, 1968.	7,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$75,000, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$15,000 each, from 1954 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of said loan.

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at Baie Comeau, County of Saguenay.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Baie Comeau, county of Saguenay.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 23 septembre 1953, à 7.30 heures p.m., en la salle de l'école, à Hauterive, comté de Saguenay.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hauterive, (Comté de Saguenay), ce 2 septembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
MAURICE EMOND,

Blvd Joliette, Hauterive,
(Cté Saguenay), P. Q.

35489-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE STE-ANNE-DES-MONTS
(Comté de Gaspé-Nord)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Jos Simard, secrétaire-trésorier, Anse Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 22 septembre 1953, pour l'achat de \$44,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, datées du 1er octobre 1953 et remboursables par séries du 1er octobre 1954 au 1er octobre 1963 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$44,500.00 — 10 ans.

Année	Capital
1er octobre 1954	x \$14,000.00
1er octobre 1955	x 14,500.00
1er octobre 1956	1,500.00
1er octobre 1957	2,000.00
1er octobre 1958	2,000.00
1er octobre 1959	2,000.00
1er octobre 1960	2,000.00
1er octobre 1961	2,000.00
1er octobre 1962	2,000.00
1er octobre 1963	2,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$27,440, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements annuels de \$13,720 chacun, en 1954 et en 1955, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Anne-des-Monts, Cté Gaspé-Nord.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday September 23, 1953, at the School Hall, at Hauterive, county of Saguenay.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Hauterive, (County of Saguenay) September 2, 1953.

MAURICE EMOND,
Secretary-Treasurer,

Blvd. Joliette, Hauterive,
(County of Saguenay), P. Q.

35489

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY FOR THE PARISH OF STE-ANNE-DES-MONTS
(County of Gaspé-North)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jos. Simard, Secretary-Treasurer, Anse Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-Nord, until 8 o'clock p.m., Tuesday September 22, 1953, for the purchase of an issue of \$44,500 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the Parish of Ste-Anne-des-Monts, dated October 1st, 1953 and redeemable serially from October 1st, 1954 to October 1st, 1963 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$44,500.00 — 10 years.

Capital	Year
October 1st, 1954	x \$14,000.00
October 1st, 1955	x 14,500.00
October 1st, 1956	1,500.00
October 1st, 1957	2,000.00
October 1st, 1958	2,000.00
October 1st, 1959	2,000.00
October 1st, 1960	2,000.00
October 1st, 1961	2,000.00
October 1st, 1962	2,000.00
October 1st, 1963	2,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$27,440, granted by the Provincial Secretary and payable in two annual instalments of \$13,720 each, in 1954 and in 1955, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at Ste-Anne-des-Monts, County of Gaspé-North.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-North.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the pre-

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 22 septembre 1953, à 8 heures p.m., en l'école No. 5, Ste-Anne-des-Monts comté de Gaspé-Nord.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Anse Ste-Anne-des-Monts, (Comté de Gaspé-Nord), ce 28 août 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
JOS SIMARD,

Anse Ste-Anne-des-Monts,
(Comté de Gaspé-Nord), P.Q. 35469-o

Province de Québec

VILLE DE POINTE-CLAIRE
(Ile-de-Montréal)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, René Labrosse, C. A., secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 293 Bord-du-Lac, Pointe-Claire, jusqu'à 8.30 heures p.m., lundi, le 21 septembre 1953 pour l'achat de \$228,000 d'obligations de la ville de Pointe-Claire, Ile-de-Montréal, datées du 1er octobre 1953, et remboursables par séries du 1er octobre 1954 au 1er octobre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$228,000. — 20 ans.

Année	Capital
1er octobre 1954.....	\$10,500.00
1er octobre 1955.....	10,500.00
1er octobre 1956.....	10,500.00
1er octobre 1957.....	10,500.00
1er octobre 1958.....	10,500.00
1er octobre 1959.....	11,500.00
1er octobre 1960.....	11,500.00
1er octobre 1961.....	11,500.00
1er octobre 1962.....	11,500.00
1er octobre 1963.....	11,500.00
1er octobre 1964.....	11,500.00
1er octobre 1965.....	11,500.00
1er octobre 1966.....	11,500.00
1er octobre 1967.....	11,500.00
1er octobre 1968.....	11,500.00
1er octobre 1969.....	11,500.00
1er octobre 1970.....	11,500.00
1er octobre 1971.....	11,500.00
1er octobre 1972.....	11,500.00
1er octobre 1973.....	14,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire (Ile-de-Montréal).

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Pointe-Claire.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les

sent issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held Tuesday September 22, 1953, at 8 o'clock p.m., at School No. 5, Ste-Anne-des-Monts, County of Gaspé-North.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Anse Ste-Anne-des-Monts, (County of Gaspé-North) August 28, 1953.

JOS SIMARD,
Secretary-Treasurer,

Anse Ste-Anne-des-Monts,
(County of Gaspé-North), P.Q. 35469

Province of Quebec

TOWN OF POINTE-CLAIRE
(Island of Montreal)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the under signed René Labrosse, C.A., Secretary-Treasurer, Town Hall, 293 Bord-du-Lac, Pointe-Claire, until 8.30 o'clock P.M., Monday, September 21st 1953, for the purchase of an issue of \$228,000 of bonds of the Town of Pointe-Claire, Montreal Island, dated October 1st, 1953, and redeemable serially from October 1st, 1954 to October 1st, 1973 inclusive, with interest at a rate of not more than 4½% nor less than 3% per annum, payable semi-annually on October and April first of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$228,000 — 20 years.

Year	Capital
October 1st, 1954.....	\$10,500.00
October 1st, 1955.....	10,500.00
October 1st, 1956.....	10,500.00
October 1st, 1957.....	10,500.00
October 1st, 1958.....	10,500.00
October 1st, 1959.....	11,500.00
October 1st, 1960.....	11,500.00
October 1st, 1961.....	11,500.00
October 1st, 1962.....	11,500.00
October 1st, 1963.....	11,500.00
October 1st, 1964.....	11,500.00
October 1st, 1965.....	11,500.00
October 1st, 1966.....	11,500.00
October 1st, 1967.....	11,500.00
October 1st, 1968.....	11,500.00
October 1st, 1969.....	11,500.00
October 1st, 1970.....	11,500.00
October 1st, 1971.....	11,500.00
October 1st, 1972.....	11,500.00
October 1st, 1973.....	14,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Claire.

The capital and interests are payable at any branch of a bank, mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, or Pointe-Claire.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds

échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 septembre 1953, à 8.30 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Pointe-Claire, 293 Bord-du-Lac, Pointe-Claire, (Ile-de-Montréal), P. Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Claire, (Comté de Ile-de-Montréal), ce 2 septembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,

RENÉ LABROSSE, C.A.,

Hôtel de Ville, 293, Bord-du-Lac,

Pointe-Claire, (Ile-de-Montréal), P.Q. 35490-0

to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a Council meeting which will be held on Monday, September 21st, 1953, at 8.30 o'clock P.M., at the Town Hall of Pointe-Claire, 293 Bord-du-Lac, Pointe-Claire, (Island of Montreal), P. Q.

The commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-Claire (County of the Island of Montreal, this second day of September 1953.

RENÉ LABROSSE, C.A.,

Secretary-Treasurer,

Town Hall, 293 Bord-du-Lac,

Pointe-Claire, (Island of Montreal), P.Q. 35490

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 5. "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Téléphore Courtemanche Saint-Janvier, P.Q. débiteur et Claude Perras, Syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir:

Désignation: Le lot cadastralement désigné sous le numéro mille cinq cent quatre-vingt-quatorze (1594) du village de Mont-Laurier, avec toutes les bâtisses dessus construites.

Seront vendus, en vertu, d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal, (En faillite) rendu le 24 août 1953, à l'enchère publique suivant la loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du code de procédures civiles, à la porte de la Cathédrale Notre Dame en la Ville de Mont Laurier, MARDI le 6e jour d'OCTOBRE 1953, à MIDI.

Conditions: Comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 25e jour d'août 1953.

Le Syndic,

CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

Perras & Perras, Syndics,

4, Notre-Dame est, Montréal, P. Q.

35451-35-2-0

Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 5. "Sitting in Bankruptcy" In the matter of Bankruptcy of: Telephore Courtemanche St. Janvier, P.Q. Debtor and Claude Perras, Trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovables, to wit:

Designation: Lot cadastrally designated under number one thousand five hundred and ninety-four (1594) of the village of Mont-Laurier, with all the buildings thereon erected.

Will be sold by virtue of a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal, (Sitting in Bankruptcy) rendered August 24, 1953, by public auction, according to Law, for the said sale to have the effect of a Sheriff's sale along the terms of the Code of Civil Procedure, at the door of the Cathedral of Notre-Dame in the Town of Mont Laurier, TUESDAY, this SIXTH day of OCTOBER, 1953, at NOON.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay the government tax of 2½% according to law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this 25th day of August, 1953.

CLAUDE PERRAS,

Trustee.

Office of:

Perras & Perras,

4, Notre-Dame Street, East, Montreal, P.Q. 35451-35-2

Vente pour taxes

VILLE DE QUÉBEC-OUEST

Avis public est, par les présentes, donné que, La Commission municipale, de Québec, par un arrêté en date du 26 août 1953, a ordonné au sous-

Sale for Taxes

TOWN OF QUEBEC-WEST

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated August 26, 1953, has ordered the undersigned, pur-

signé, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la ville de Québec-Ouest, et aux commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Québec-Ouest, avec intérêts et frais et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public au deuxième étage de l'hôtel de ville, en la ville de Québec-Ouest, MARDI le VINGT-NEUVIEME jour ee SEPTEMBRE 1953, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales et scolaires devenues exigibles le ou avant le 1er mai 1953 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera sujette au droit de retrait.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas \$1,000.00 (mille dollars).

Première section

Immeubles sujets au droit de retrait.

Noms et subdivisions:

1. Martin Gérard: 51-52.

Les subdivisions ci-dessus décrites sont du lot originaire numéro 2431.

2. Picard Antonio: 91-92.

Les subdivisions ci-dessus décrites sont du lot originaire numéro 2428.

Les subdivisions ci-dessus décrites aux numéros 1-2, sont avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Deuxième section

Immeubles non sujets au droit de retrait.

Suivant les dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, l'adjudication des immeubles ci-dessous désignés est définitive et le retrait ne peut être exercé, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir ne dépassant pas mille dollars.

3. Guilmette Mme. Arthur: 176.

4. Guilmette Mme. Arthur: 177.

5. Guilmette Mme. Arthur: 178.

Les subdivisions ci-dessus décrites sont du lot originaire numéro 2431.

6. Daigle Gérard: 69.

7. Daigle Gérard: 70.

8. Daigle Gérard: 71.

9. Daigle Gérard: 72.

Les subdivisions ci-dessus décrites sont du lot originaire numéro 2428.

10. Slack O. W.: 77.

11. McLean Gordon: 99.

Les subdivisions ci-dessus décrites sont du lot originaire numéro 2421.

12. Bouchard Mme. Alfred: 180.

13. Bouchard Mme. Alfred: 181.

14. Bouchard Mme. Alfred: 182.

Les subdivisions ci-dessus décrites sont du lot originaire numéro 2421.

15. Duplain Stanislas: 129.

La subdivision ci-dessus décrite est du lot originaire numéro 2420-A.

suivant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, Chap. 207) to sell the immovables herein below described in payment of arrears of taxes due the town of Quebec-West, and to the school commissions for the municipality of the town of Quebec-West with interest and cost, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in two sections, at the town hall, in the town of Quebec-West, on TUESDAY the TWENTY-NIGHT day of SEPTEMBER, 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

However there shall be excluded from the sale the immovables whereon Municipal and School taxes becoming due on or before the first of May 1953, shall have been paid before the sale.

The sale of the immovables in the first section of the present notice will be subject to right of redemption.

That of the immovables described in the second section will be final and without right of redemption, in conformity with the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, said immovables being all vacant lots and building lots of a municipal valuation not exceeding \$1,000.00 (one thousand dollars).

First section

Immovables subject to right of redemption.

Names and subdivisions:

1. Martin Gérard: 51-52.

The above described subdivisions are of original lot No. 2431.

2. Picard Antonio: 91-92.

The above described subdivisions are of original lot No. 2428.

The subdivisions described numerically 1-2 are with buildings, circumstances and dependencies.

Second section

Immovables not subject to redemption

Pursuant to the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the adjudication of the immovables hereinunder designated is final and redemption may not be exercised, the said immovables all being vacant lots of land and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

3. Guilmette, Madam Arthur: 176.

4. Guilmette, Madam Arthur: 177.

5. Guilmette, Madam Arthur: 178.

The above described subdivisions are of original lot number 2431.

6. Daigle Gérard: 69.

7. Daigle Gérard: 70.

8. Daigle Gérard: 71.

9. Daigle Gérard: 72.

The above described subdivisions are of original lot number 2428.

10. Slack O. W.: 77.

11. McLean Gordon: 99.

The above described subdivisions are of original lot number 2421.

12. Bouchard Madam Alfred: 180.

13. Bouchard, Madam Alfred: 181.

14. Bouchard, Madam Alfred: 182.

The above described subdivisions are of original lot number 2421.

15. Duplain Stanislas: 129.

The above described subdivision is of original lot number 2420-A.

Les immeubles ci-dessus décrits sont tous du cadastre officiel de la paroisse St-Sauveur de Québec, et sont situés en la ville de Québec-Ouest.

Donné à Québec-Ouest ce 27 août 1953.

(Sceau)

35476-36-2-o

Le Secrétaire-trésorier,

ROGER GAUVIN.

The immovables hereinabove described are all of the official cadastre for St-Sauveur de Quebec and are situate in the town of Quebec-West.

Given at Quebec-West, August 27, 1953.

(Seal)

35476-36-2-o

ROGER GAUVIN,

Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour Supérieure,
N° V-1832

{ CAMILLE DUBREUIL,
mineur de Malartic, dis-
trict d'Abitibi, demandeur,
saisi, vs GORDON CAMERON, contracteur-
de Malartic, district d'Abitibi, défendeur, sai-
sissant.

AVIS DE VENTE

Le lot portant le numéro quatre cent quatre vingt deux (482) du bloc numéro trois (3) du Canton Fournière et du cadastre officiel pour la Ville de Malartic avec bâtisses dessus construits, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Malartic le JEUDI HUIT OCTOBRE 1953 à ONZE heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le Shérif,

Bureau du shérif, FERDINAND GERVAIS,
Amos, 31 août 1953. 35483-36-2-o

BEAUHARNOIS

Province de Québec
District de Beauharnois

Cour de Magistrat,
N° 4706.

{ LA MAISON BLAIN LI-
MITÉE, corporation lé-
galement constituée, ayant
sa principale place d'affaires dans la municipa-
lité de St-Rémi de Napierville, district d'Iber-
ville, demanderesse vs STANLEY McRAE, de
la municipalité de Ste-Clotilde, district de Beau-
harnois, défendeur.

AVIS

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas;

Une terre sise et située dans la paroisse de Ste-Clotilde, comté de Châteauguay, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jean-Chrysostome, sous les numéros Cent cinquante sept (157) cent cinquante huit (158) cent cinquante neuf (159) contenant en superficie respectivement cent arpents, vingt cinq arpents et vingt cinq arpents et soixante-deux perches et demie, avec les bâtisses dessus érigées, pour être vendu en bloc, avec toutes les servitudes apparentes ou occultes, actives ou passives y attachées.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise paroissiale de la paroisse de Ste-Clotilde, Cté de Châteauguay, district de Beauharnois, VENDREDI

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec — District of Abitibi

Superior Court,
No. V-1832

{ CAMILLE DUBREUIL,
miner, of Malartic, Dis-
trict of Abitibi, plaintiff, gar-
nishee, vs GORDON CAMERON, contractor,
of Malartic, District of Abitibi, defendant,
garnisher.

NOTICE OF SALE

Lot bearing number four hundred and eighty-two (482) of block number three (3) of the township Fournière and of the official cadastre for the Town of Malartic with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Malartic, THURSDAY, OCTOBER EIGHTH, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

FERDINAND GERVAIS,

Sheriff's Office
Amos, August 31, 1953.

Sheriff.

35483-36-2

BEAUHARNOIS

Province of Quebec
District of Beauharnois

Magistrate's Court,
No. 4706.

{ LA MAISON BLAIN
LIMITÉE, corporation
duly incorporated, having
its head office in the municipality of St. Rémi
of Napierville, district of Iberville, plaintiff, vs
STANLEY McRAE, of the municipality of
Ste-Clotilde, district of Beauharnois, defendant.

NOTICE

Public notice is hereby given that the undermentioned lands and tenements have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

A farm situate in the parish of Ste. Clotilde, county of Châteauguay, known and designated on the official plan and in the parish of St. Jean Chrysostome, under numbers one hundred and fifty-seven (157) one hundred and fifty-eight (158) one hundred and fifty-nine (159) containing in superficial area respectively one hundred arpents, twenty-five arpents and twenty-five arpents and sixty-two rods and one half, with the buildings, thereon erected, to be sold in block, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached thereto.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Clotilde, Co. of Châteauguay, district of Beauharnois, FRIDAY, the EIGH-

le DIX-HUIT SEPTEMBRE 1953, à DIX heures de l'avant-midi, (heure avancée).

Bureau du Shérif,
Valleyfield, 7 août, 1953.

Le Shérif,
HORACE VIAU.
35360-33-2-o

TEENTH day of SEPTEMBER, 1953, at TEN o'clock in the forenoon, (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office,
Valleyfield, August 7, 1953.

HORACE VIAU,
Sheriff.
35360-33-2

BEDFORD

Canada, Province de Québec district de Montréal
Cour Supérieure, { METROPOLITAN LOAN
N° 332099. { CORPORATION, un
corps politique et incorporé,
dûment constituée en corporation suivant la
Loi, ayant son siège social et principale place
d'affaires en les cité et district de Montréal,
demanderesse, vs PAUL H. CHARPENTIER,
des cité et district de Montréal, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
Ce certain lot de terrain connu et désigné comme
étant le lot numéro huit cent quatre-vingt-
deux (N° 882) des plan et livre de renvoi officiels
du cadastre du canton de Sutton, contenant
cinquante-cinq (55) acres de terrain en superficie,
plus ou moins; avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholi-
que de St-André de Sutton, comté de Brome
MERCREDI le SEIZIÈME jour de SEPTEM-
BRE 1953, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, Qué., 7 août 1953. 35361-33-2

Le Shérif,
A. ST-MARTIN.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal
Superior Court, { METROPOLITAN LOAN
No. 332099. { CORPORATION, a
body politic and corporate, du-
ly incorporated according to law, having its
head office and principal place of business in the
City and district of Montreal, plaintiff, vs
PAUL-H. CHARPENTIER, of the City and
district of Montreal, defendant.

As belonging to the defendant:
That certain lot of land known and designa-
ted as lot Number eight hundred and eighty-
two (No. 882) of the Official plan and book of
reference of the Cadastre of the Canton of Sut-
ton, containing fifty-five (55) acres of land in
superficies, more or less; with the buildings there-
on erected.

To be sold at the Catholic church door of
St-André of Sutton, County of Brome, WED-
NESDAY, the SIXTEENTH day of SEPTEM-
BER, 1953, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, Que., August 7, 1953. 35361-33-2-o

A. ST-MARTIN,
Sheriff.

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, { DAVID DUGUAY de Ste-
PERCE, P.Q. { Adelaide de Pabos, com-
N° 3503. { té de Gaspé; demandeur vs
FRANK LANGELIER de
St-François de Pabos, comté de Gaspé, défendeur.

Un certain lopin de terre connu et désigné
comme étant le lot 23-B (vingt-trois) rang 2
(deux) de la Seigneurie de Pabos et mesurant
 $\frac{3}{4}$ d'arpent (trois-quarts) et onze pieds de lar-
geur par 14 arpents (quatorze) de profondeur
et borné comme suit: au Sud par le trait carré
du premier rang, au Nord par le lot 22, à l'Ouest
par Ambroise Loiselle, et à l'Est par Daniel
Langelier, avec dessus maison construite, cir-
constances et dépendances.

Un certain lopin de terre connu et désigné
comme étant le lot 22-G (vingt-deux) rang 3
(trois) de la Seigneurie de Pabos, mesurant
1 arpent de largeur (un) par onze arpents (11)
arpents de profondeur et borné comme suit:
à l'Est par Joseph Giroux, à l'Ouest par John
Thomas Dupuis, au Sud par la Rivière Petit
Pabos, au Nord par le trait carré du 3^{ème} rang.

La demi-est du lot 21 (vingt-un) premier rang
de Petit Pabos, borné comme suit: à l'Est par
George Henri LeBlanc à l'Ouest par Thomas
Garrett, au Sud par la Rivière Petit Pabos et au
Nord par le trait Carré du 3^{ème} rang.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de St-François de Pabos le SEIZIÈME jour
de SEPTEMBRE 1953 à DIX heures de l'avant-
midi.

Bureau du shérif,
Percé, P.Q., le 4 août 1953.

Le Shérif,
M. J. FURLONG.
35362-33-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Superior Court, { DAVID DUGUAY, of Ste-
PERCE, P.Q. { Adelaide de Pabos, coun-
No. 3503 { ty of Gaspé; plaintiff vs
FRANK LANGELIER of
St. François de Pabos, county of Gaspé, defendant

A certain portion of land known and designa-
ted as being lot 23-B (twenty-three) range 2
(two) of the Seigniorie of Pabos and measuring
 $\frac{3}{4}$ arpent (three-quarters) and eleven feet in
width by 14 arpents (fourteen) in depth and
bounded as follows: on the south by the "trait
carré" of the first range, on the North by lot
22, on the west by Ambroise Loiselle, and on the
East by Daniel Langelier, with house erected
thereon, circumstances and dependencies.

A certain portion of land known and designated
as being lot 22-G (twenty-two) range 3 (three)
of the Seigniorie of Pabos, measuring 1 arpent
in width (one) by eleven arpents (11) arpents
in depth and bounded as follows: on the east
by Joseph Giroux, on the west, by John Thomas
Dupuis, on the South, by the Petit Pabos River,
on the north by the trait carré of the 3rd range.

The half-east of lot 21 (twenty-one) first range
of Petit Pabos, bounded as follows: on the east
by George Henri Leblanc on the west by Thomas
Garrett, on the south by Petit Pabos River,
and on the north, by the "trait carré" of the
3rd range.

To be sold at the parochial church door of
St. François de Pabos the SIXTEENTH day of
SEPTEMBER 1953 at TEN o'clock in the fore-
noon.

Sheriff's office,
Percé, P.Q., August 4, 1953.

M. J. FURLONG,
Sheriff.
35362-33-2

LABELLE*Fieri Facias*Canada Province de Québec
District de Labelle,

Cour de Magistrat, { OSCAR LAMOUREUX,
N° 5143. { Boucher-Épicière, de
Kiamika, District de La-
belle demandeur, vs DAN THIBEAULT, Pen-
sionnaire du Gouvernement Provincial, de Kiamika, district de Labelle, défendeur.

A savoir: Le lot numéro huit (8) du Rang six (6) des plan et livre de renvoi officiels du canton Kiamika, à distraire la partie semblant appartenir à Monsieur Rabinovitch.

Pour être vendue à la porte de l'Église paroissiale de Kiamika, comté de Labelle, le 21 ième jour de SEPTEMBRE 1953 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ADRIEN LAROSE,
Mont-Laurier, le 10 août 1953. 35363-33-2-o

PONTIACCanada — Province de Québec
District of Pontiac

Cour Supérieure, { CHARLES M. RUS-
N° 1431. { SEL, requérant, vs
PROPRIÉTAIRES INCON-
NUS DE PROPRIÉTÉS HYPOTHÉQUÉES,
intimés.

a) Le lot de la sub-division N° deux, suivant le plan de subdivision dûment fait et déposé du lot Numéro (4-2) quatre, dans le premier rang, suivant les plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Bristol ainsi que les bâtisses ci-dessus construites, avec membres et dépendances y appartenant.

b) Toute cette partie de terrain s'étendant et située dans ledit canton de Bristol, formant partie du lot numéro quatre A (pt. 4-a) dans le premier rang, suivant les plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Bristol, contenant quatre acres de terrain, plus ou moins, et mesurant 230' en largeur par 792' en profondeur et borné comme suit: au nord par la rue Wales; à l'ouest, par la rue Ottawa; à l'est et au sud par les autres parties dudit lot N° 4 (a) avec ensemble les bâtisses dessus érigées et tous les membres et appartenances y appartenant; à distraire toute cette partie de terrain secondairement décrite comme appartenant à Thomas Harvey ou ses assignés par titre enregistré, et mesurant 60' par 192'.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, dans le village de Campbell's Bay, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1953, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DOMINIC SLOAN,
Campbell's Bay, le 22 août 1953. 35478-36-2

QUÉBEC*Fieri Facias*

Québec, à savoir: { ROBERT QUEZEL, culti-
N° 69749. { vateur, de Saint-Augus-
tin, comté de Portneuf, contre ARTHUR GAGNON, industriel, de Loretteville, comté de Québec, à savoir:

1° Un emplacement situé en la paroisse de St-Emile, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro douze cent dix-neuf (partie 1219) sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre pour la paroisse de St-Ambroise, me-

LABELLE*Fieri Facias*Canada Province de Québec
District of Labelle

Magistrate's Court, { OSCAR LAMOUREUX,
No. 5143. { Butcher-Grocer, of
Kiamika, district of La-
belle, plaintiff, vs DAN THIBEAULT, Pensioner
of the Provincial Government, of Kiamika,
district of Labelle, defendant.

To wit: Number eight (8) of Range six (6) on the official plan and in the book of reference for the Kiamika township, to subtract the part which appears to belong to Mr. Rabinovitch.

To be sold at the parochial church door of Kiamika, county of Labelle, this TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER, 1953 at TEN o'clock in the forenoon.

ADRIEN LAROSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Mont-Laurier, 10th day of august, 1953. 35363-33-2

PONTIACCanada — Province of Quebec
District of Pontiac

Superior Court, { CHARLES M. RUS-
No. 1431. { SEL, Petitioner vs
UNKNOWN OWNERS OF
HYPOTHECATED PROPERTIES, respon-
dants.

a) Lot Sub-division No. two, according to the sub-division Plan duly made and filed of part of lot number (4-2) four in the first range, according to the official plan and in the book or reference of the said township of Bristol, together with the buildings thereon erected and all members and appurtenances thereto belonging;

b) All that parcel of land lying and situated in the said township of Bristol, forming part of lot number four A (pt. 4-a) in the first range, according to the official plan and in the book of reference of the said township of Bristol, containing four acres of land, more or less, and measuring 230' in width by 792' in depth and bounded as follows: on the North by Wales St.; on the west by Ottawa St.; on the east and south by other parts of said lot No. 4 (a), together with the buildings thereon erected, and all members and appurtenances thereto belonging; excepting thereout and therefrom all that part of the land secondly described belonging to Thomas Harvey or assigns by registered title, and measuring 60' by 192'.

To be sold at the Registrar's Office for the County of Pontiac, in the Village of Campbell's Bay, on the FIFTH day of OCTOBER, 1953, at TEN of the clock in the forenoon.

; DOMINIC SLOAN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, August 22nd, 1953. 35478-36-2-o

QUEBEC*Fieri Facias*

Quebec, to wit: { ROBERT QUEZEL, far-
No. 69749. { mer of Saint-Augustin
of Portneuf, against AR-
THUR GAGNON, industrialist of Loretteville,
County of Quebec, to wit:

1. An emplacement situate in the parish of St-Emile, forming part of lot known and designated under number twelve hundred and nineteen (part 1219) on the plan and in the book of reference of the cadastre of the parish of St.

surant soixante-deux pieds de largeur, sur environ un arpent de profondeur, borné au sud par le terrain de Alain Inc., au nord et au nord-est par le terrain de Dame Arthur Cloutier, et au sud-ouest par celui de Delphis Auclair, avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

2° Un emplacement situé au sud de la rue Morissette, Village de Loretteville, mesurant 50 pieds de largeur sur 70 pieds de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro six cent soixante-treize-E (partie 673-E) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Ambroise, borné au nord par la rue Morissette, au sud et à l'est par le résidu dudit lot 673-E et au sud-ouest par le terrain de Léopold Falardeau, étant aujourd'hui le lot numéro six cent soixante-treize-E-sept, (673-E-7), du village de Loretteville, avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendus l'emplacement en premier lieu décrit au bureau d'enregistrement à Québec, le NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et l'emplacement en deuxième lieu décrit à la porte de l'église paroissiale de Loretteville, comté de Québec, le NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Québec, 1er septembre 1953. AIMÉ DION,
 35479-36-2-0
 [Première insertion: 5 septembre 1953.]
 [Deuxième insertion: 19 septembre 1953.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { DAME MARIE FORTIER, veuve de J. N. Mongeau, rentière, domiciliée à Victoriaville, contre HENRI DUBÉ, hôtelier de la ville de Québec, FRANCIS CAMPBELL, bourgeois de Belford, Etat du New Jersey, un des Etats-Unis d'Amérique, tant personnellement que pour autoriser son épouse Patricia Laflamme-Campbell, ladite PATRICIA LAFLAMME, du même endroit, autorisée par son époux, Frank Campbell, OMER LAFLAMME, bourgeois de Hayfork, de l'Etat de Californie, un des Etats-Unis d'Amérique, ARTHUR CABANA, de Chelmsford, Etat de New-Hampshire, un des Etats-Unis d'Amérique, tant personnellement que pour autoriser son épouse Liliane Laflamme-Cabana, DAME LILIANE LAFLAMME-CABANA, du même endroit, autorisée par son époux Arthur Cabana, Mme Veuve RENÉ-DION, domiciliée à Westmoreland Depot, Etat du New-Hampshire, un des Etats-Unis d'Amérique, en leur qualité d'héritiers d'Alice René dit Mongeau, à savoir:

1° Le lot numéro soixante-treize des subdivisions du lot originaire numéro cent cinq (105-73) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Colomb de Sillery, dans le comté de Québec, mesurant trente pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur (30'x80') mesure anglaise, sans garantie de mesures précises, circonstances et dépendances.

2° Le lot numéro soixante-quatorze des dites subdivisions (105-74), mesurant trente pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur (30'x80') mesure anglaise, sans garantie de mesures précises, circonstances et dépendances.

3° La moitié nord-ouest du lot numéro soixante-quinze des dites subdivisions (105-1/2 N.O. 75) mesurant quinze pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur (15' x 80'), mesure anglaise, sans garantie de mesures précises, et

Ambroise, measuring sixty-two feet in width, by about an arpent in depth, bounded on the South by the land of Alain Inc., on the north and on the northeast by the land of Dame Arthur Cloutier, and on the southwest by that of Delphis Auclair, with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

2. An emplacement située south of Morissette Street, Village of Loretteville, measuring 50 feet in width by 70 feet in depth, the whole more or less, known and designated as being part of lot six hundred and seventy-three-E (part 673-E) of the official cadastre for the parish of St. Ambroise, bounded on the north by Morissette Street, on the south and on the east by the residue of the said lot 673-E and on the southwest by the land of Léopold Falardeau, being today lot number six hundred and seventy-three-E-seven (673-E-7), of the village of Loretteville, with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the Registry Office, in Quebec the emplacement described in the first place, on the NINTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon, and the emplacement described in the second place, at the parochial church door of Loretteville, county of Quebec, on the NINTH day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, AIME DION, Sheriff.
 Quebec, September 1st, 1953. 35479-36-2
 [First insertion: September 5, 1953.]
 [Second insertion: September 19, 1953.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: { DAME MARIE FORTIER, widow of J. N. Mongeau, annuitant, domiciled at Victoriaville, vs HENRI DUBÉ hotel-keeper of the city of Quebec, FRANCIS CAMPBELL, bourgeois of Belford, State of New Jersey, one of the United States of America, personally as well as to authorize his wife Patricia Laflamme Campbell, the said PATRICIA LAFLAMME, of the same place, authorized by her husband, Frank Campbell, OMER LAFLAMME, bourgeois of Hayfork, of the State of California, one of the United States of America, ARTHUR CABANA, of Chelmsford, State of New-Hampshire, one of the United States of America, personally as well as to authorize his wife Liliane Laflamme-Cabana, DAME LILIANE LAFLAMME-CABANA, of the same place, authorized by her husband Arthur Cabana, Mrs. RENÉ DION, widow, domiciled at Westmoreland Depot, State of New-Hampshire, one of the United States of America, in their capacity of heirs to Alice René called Mongeau, to wit:

1. Lot number seventy-three of subdivisions of original lot number one hundred and five (105-73) of the official cadastre of the parish of St-Colomb of Sillery, in the county of Quebec, measuring thirty feet in front by eighty feet in depth (30' x 80') English measure, without guarantee as to precise measurements, circumstances and dependencies.

2. Lot number seventy-four of said subdivisions (105-74), measuring thirty feet in front by eighty in depth (30' x 80') English measure, without guarantee as to precise measurements,

3. The north-western half of lot number seventy-five of said subdivisions (105-1/2 N. W. 75) measuring fifteen feet in front by eighty feet in depth 15' x 80', English measure, without guarantee as to precise measurements, and

bornée vers le sud-est par la balance du dit lot soixante quinze, vers le nord-ouest par le susdit soixante quatorze, vers le sud-ouest par le lot cinquante-trois des dites subdivisions et vers le nord-est par l'Avenue Preston, circonstances et dépendances, et la maison construite sur les dits lots portant le numéro municipal de 1329 de l'Avenue Preston.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Colomb de Sillery, comté de Québec, le VINGT-SIXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin (heure avancée).

Bureau du Shérif,
Québec, 18 août 1953.
[Première insertion: 22 août 1953.]
[Deuxième insertion: 5 septembre 1953.]

Le Shérif,
AIMÉ DION,
35409-34-2-o

bounded to the south-east by the residue of said lot seventy-five, to the north-west by the abovementioned lot seventy-four, to the south-west by lot fifty-three of said subdivisions and to the north-east by Preston Avenue, circumstances and dependencies, and the house erected on said lots bearing municipal number 1329 of Preston Avenue.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Colomb of Sillery, county of Quebec, the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the morning (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office
Quebec, August 18, 1953.
[First insertion: August 22, 1953]
[Second insertion: September 5, 1953.]

AIMÉ DION,
Sheriff,
35409-34-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski

Cour Supérieure, N° 14,162. { **CARLES A. JOUBERT**, courtier de la cité et district de Québec. Dr **ANTOINE JOUBERT**, médecin d'Amqui, dans le district de Rimouski, Dr **EMILE JOUBERT**, dentiste, de la cité et district de Montréal, MME **J. B. JOUBERT PERREAULT**, de Sayabec dans le district de Rimouski, MME **JULIETTE JOUBERT**, fille majeure de la cité et district de Montréal, tous tant personnellement qu'en leur qualité d'héritier à la succession de L. P. Joubert, de son vivant domicilié à Sayabec, district de Rimouski, et faisant affaires sous le nom de L. P. Joubert, demandeurs, vs L. A. BEAUDOIN, domicilié à Sayabec, dans le district de Rimouski, défendeur.

Les lots numéros quarante cinq et quarante six, (lots 54 et 46), du rang 10 Canton Matane, dont le lot 45 contenant 34 acres et le lot N° 46 contenant 58 acres, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Ste-Paula, le SEPT OCTOBRE 1953, à ONZE heures de l'avant-midi.

35482-36-2-o Le Shérif,
CHARLES GARON.

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski

Cour Supérieure, N° 68-891. { **GARNEAU LIMITÉE** corporation légalement constituée ayant son siège social en la cité de Québec, demandeur, vs **MAGLOIRE ROY** et **ALFRED ARSENAULT**, tous deux commerçants de Hauterive, Comté de Saguenay, y faisant affaires sous les nom et raison sociale de "Magasin d'Economie Enr." défendeur.

Partie de lot N° 7-97 de la subdivision du lot N° 97, étant un terrain situé à Hauterive, Cte Saguenay, borné au nord à la rue Puyjalon, à l'est à Josephat Lachasse, au sud à Mr Labrosse, à l'ouest à Poirier et Levesque, taxi, avec bâtisses dessus construites, circonstances, et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Hauterive le CINQ OCTOBRE 1953, à DIX heures de l'avant-midi.

35481-36-2-o Le Shérif,
CHARLES GARON,

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski

Superior Court, No. 14,162. { **CARLES A. JOUBERT**, broker of the city and district of Québec, Dr. **ANTOINE JOUBERT**, physician of Amqui, in the district of Rimouski, Dr. **EMILE JOUBERT**, Dentist, of the city and district of Montreal, MRS. **J. B. JOUBERT PERREAULT**, of Sayabec, in the district of Rimouski, MISS **JULIETTE JOUBERT**, spinster of the city and district of Montreal, all as much personally as in their quality of being heirs to the estate of L. P. Joubert, in his lifetime domiciled at Sayabec, district of Rimouski, and carrying on business under the name of L. P. Joubert, plaintiff, vs L. A. BEAUDOIN, domiciled at Sayabec, in the district of Rimouski, defendant.

Lots numbers forty-five and forty-six, (Lots 45 and 46,) of range 10, Township Matane, of which lot 45 containing 34 acres and lot No. 46 containing 58 acres, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Ste-Paula, on OCTOBER SEVENTH, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

35482-36-2 CHARLES GARON,
Sheriff.

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski

Superior Court, No. 68-891. { **GARNEAU LIMITÉE**, a body corporate legally incorporated, having its head office in the city of Québec, plaintiff, vs **MAGLOIRE ROY** and **ALFRED ARSENAULT**, both merchants of Hauterive, county of Saguenay, doing business under the name and style of "Magasin d'Economie Enr.", defendant.

Part of Lot No. 7-97 of the subdivision of lot No. 97, comprising a piece of land situate at Hauterive, County of Saguenay, bounded to the north by Puyjalon Street, to the east by Josephat Lachasse, to the south by Mr. Labrosse, to the west by Poirier and Levesque, taxi, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Hauterive, OCTOBER FIFTH, 1953, at TEN o'clock of the forenoon.

35481-36-2 CHARLES GARON,
Sheriff.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { **PIERRE CARON**, com-
N° 14226. { merchant of Padoue, dis-
trict de Rimouski, deman-
deur vs **JOSEPH LIZOTTE**, de Valbrillant dudit
district, défendeur.

Le lot N° 3, étant une terre située dans la paroisse de St-Pierre du Lac (Valbrillant) au cadastre officiel du rang 8 du Canton Awantjish, borné au nord-ouest par le rang 7, au nord-est par le N° 2, au sud-est par le Canton Nemtaye, au sud-ouest par le lot N° 4-A, contenant en superficie cent trois acres soixante dix-neuf centièmes. (103.79).

Pour être vendu le **HUIT OCTOBRE 1953**, à la porte de l'église de Valbrillant à **DIX** heures de l'avant-midi.

35480-36-2-o Le Shérif,
CHARLES GARON.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { **PIERRE CARON**, mer-
No. 14226. { chant of Padoue, district
of Rimouski, plaintiff, vs
JOSEPH LIZOTTE, of Valbrillant of said
district, defendant.

Lot No. 3, a farm situate in the parish of St. Pierre du Lac (Valbrillant) of the official cadastre of Range 8, Township of Awantjish, bounded to the north-west by, 1° Range 7, north-easterly by No. 2; south-easterly by the township of Nemtaye, south-westerly by lot No. 4, containing an area of one hundred and three acres and seventy-nine hundredths. (103.79).

To be sold on **OCTOBER EIGHTH, 1953**, at the church door of Valbrillant, at **TEN** o'clock in the forenoon.

35480-36-2 **CHARLES GARON,**
Sheriff.

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, { **AURÉLIEN IPPERCIEL**
N° 2752 { garagiste domicilié à
Arntfield, Qué., District de
Rouyn-Noranda, demandeur, vs **ROLAND PA-
RADIS**, autrefois domicilié à Macamic, Qué.,
et maintenant résidant à Chute Savane, Lac
St. Jean, P.Q., défendeur.

"La partie sud, du lot 4 (quatre) du Bloc V-2 (V-deux), du canton Beauchastel, ainsi que les bâtiments, appartenances et dépendances y dessus érigées",

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de la Paroisse Ste-Famille de Arntfield, P.Q., le **DIX-SEPTIEME** jour de **SEPTEMBRE 1953**, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, **J. H. CHARBONNEAU.**
Rouyn, le 1er août 1953. 35364-33-2-o
[1ère insertion le 15 août 1953.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, { **AURÉLIEN IPPERCIEL**
No. 2752 { garage man, domiciled
at Arntfield, Que., District of
Rouyn-Noranda, plaintiff, vs **ROLAND PA-
RADIS**, formerly domiciled at Macamic, Qué.,
and now residing at Chute Savane, Lac St. Jean,
P.Q., defendant.

"The southern part of lot number 4 (four) of Block V-2 (V-two), of Beauchastel Township, with the buildings, appurtenances and dependencies thereon erected",

To be sold at the church door of the Ste-Famille Parish of Arntfield, P.Q., on the **SEVENTEENTH** day of **SEPTEMBER 1953**, at **TEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **J. H. CHARBONNEAU,**
Rouyn, August 1st, 1953. 35364-33-2-o
[1st insertion August 5th, 1953.]

SAGUENAY

Canada—Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, { **CAISSE POPULAIRE DE**
N° 11992 { **RAGUENEAU**, société
coopérative créée en vertu de
la loi des syndicats coopératifs de Québec, de-
mandeur, vs **AUGUSTE JEAN**, journalier, rési-
dant et domicilié à Rivière-aux-Rosier, district
Saguenay, défendeur.

Un lot de terre situé dans le canton de Rague-
neau, portant le N° 60 du cadastre officiel du
dit canton, avec maison construite dessus, avec
circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'Eglise de
Ruisseau Vert, comté Saguenay, **MARDI** le
SIX OCTOBRE 1953 à **DEUX** heures de l'après-
midi.

Bureau du Shérif, **PIERRE NÉRON.**
La Malbaie, le 31 août 1953. 35487-36-2-o

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, { **CAISSE POPULAIRE DE**
No. 11992 { **RAGUENEAU**, Coope-
rative Society created under
the Quebec Cooperative Syndicates' Act, plain-
tiff, vs **AUGUSTE JEAN**, laborer, residing and
domiciled at Rivière-aux-Rosier, Saguenay Dis-
trict, Defendant.

A lot of land situate in the Township of Ra-
gueneau, bearing No. 60, on the official cadastre
of the said township, with house erected thereon,
with circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Ruisseau
Vert, county of Saguenay, **TUESDAY, OC-
TOBER SIXTH, 1953**, at **TWO** o'clock in the
afternoon.

Sheriff's Office, **PIERRE NÉRON,**
La Malbaie, August 31, 1953. 35487-36-2
Sheriff.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 36

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

Canadian Perlite Corporation (Directeurs).....	2700
Centre Récréatif des Employés Civiques Inc. (Règlements).....	2701
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Sherbrooke (Fondation).....	2701
Gaspé Copper Mines, Limited (Directeurs).....	2699
Hanson Bros. Realty Corporation (Dist. de l'actif).....	2701
La Corporation de Plage Saint-Laurent (Règlement).....	2699
L'Association de l'Union Nationale de Maisonneuve Incorporée (Directeurs).....	2700
Les Buissonnets Inc. (Règlements).....	2702
Le Syndicat de l'U.C.C. de Blue Sea Lake (Formation).....	2699
Le Syndicat de l'U.C.C. de Montcerf (Formation).....	2700
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Thérèse Gatineau (Formation).....	2700
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Fidèle (Formation).....	2701
Marconi Employees Credit Union (Fondation).....	2698
Syndicat des Producteurs de Fruits & Légumes du District-Nord de Montréal (U.C.C.) (Formation).....	2701

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Isaacs, Succession Cecile Amdur.....	2702
Morin, Siméon-Napoléon.....	2702

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Chambly-Bassin.....	2703
Rock-Forest.....	2703
Rouyn.....	2703
Shawinigan-Sud, village de.....	2702
St-Joseph-d'Alma, ville de.....	2702

TERRES ET FORETS:

Service du Cadastre:

Notre-Dame-de-L'Assomption, paroisse de.....	2703
--	------

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Construction de Québec (Modification).....	2703
--	------

LETTRES PATENTES:

A.A. Blais Automobile Inc.....	2682
Agence d'Autobus Arvida Ltée — Arvida Bus Agency Ltd.....	2683
Agricultural Basic Chemicals Corporation of Canada Limited.....	2683
Albert Fournier Inc.....	2683
Alvyn Developments Ltd.....	2684
Association Roumaine du Canada — Roumanian Association of Canada.....	2684
Barmish Brothers Inc.....	2684

Index of the Quebec Official Gazette, No. 36

2681 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2681

MISCELLANEOUS NOTICES:

Canadian Perlite Corporation (Directors).....	2700
Centre Récréatif des Employés Civiques Inc. (By-Laws).....	2701
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Sherbrooke (Foundation).....	2701
Gaspé Copper Mines, Limited (Directors).....	2699
Hanson Bros. Realty Corporation (Dist. of the assets).....	2701
La Corporation de Plage Saint-Laurent (By-Law).....	2699
L'Association de l'Union Nationale de Maisonneuve Incorporée (Directors).....	2700
Les Buissonnets Inc. (By-Laws).....	2702
Le Syndicat de l'U.C.C. de Blue Sea Lake (Formation).....	2699
Le Syndicat de l'U.C.C. de Montcerf (Formation).....	2700
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Thérèse Gatineau (Formation).....	2700
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Fidèle (Formation).....	2701
Marconi Employees Credit Union (Foundation).....	2698
Syndicat des Producteurs de Fruits & Légumes du District-Nord de Montréal (U.C.C.) (Formation).....	2701

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Isaacs, Estate of Cecile Amdur.....	2702
Morin, Siméon-Napoléon.....	2702

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

Chambly-Bassin.....	2703
Rock-Forest.....	2703
Rouyn.....	2703
Shawinigan-South, village of.....	2702
St-Joseph-d'Alma, town of.....	2702

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Notre-Dame-de-L'Assomption, parish of.....	2703
--	------

LABOUR:

Industry or Trades of:

Construction of Quebec (Amendment).....	2703
---	------

LETTERS PATENT:

A.A. Blais Automobile Inc.....	2682
Agence d'Autobus Arvida Ltée — Arvida Bus Agency Ltd.....	2683
Agricultural Basic Chemicals Corporation of Canada Limited.....	2683
Albert Fournier Inc.....	2683
Alvyn Developments Ltd.....	2684
Association Roumaine du Canada — Roumanian Association of Canada.....	2684
Barmish Brothers Inc.....	2684

Bea's Ltd.	2685	Bea's Ltd.	2685
Bell-Mar Dress Inc.	2585	Bell-Mar Dress Inc.	2585
Best Grade Lumber & Plywood Co. Ltd.	2685	Best Grade Lumber & Plywood Co. Ltd.	2685
Bureau Touristique de Voyages et de Conventions de Sainte-Agathe-des-Monts — Ste. Agathe Travel, Tourist & Convention Bureau.	2686	Bureau Touristique de Voyages et de Conventions de Sainte-Agathe-des-Monts — Ste. Agathe Travel, Tourist & Convention Bureau.	2686
Cercueils Magog Casket Inc.	2686	Cercueils Magog Casket Inc.	2686
Dominion Provisioners Ltd.	2687	Dominion Provisioners Ltd.	2687
Dubreuil & Filiatrault Inc.	2687	Dubreuil & Filiatrault Inc.	2687
Far East Trading Co. Ltd.	2687	Far East Trading Co. Ltd.	2687
Garage Caron & Morin Inc.	2688	Garage Caron & Morin Inc.	2688
G. Renteln Ltd.	2688	G. Renteln Ltd.	2688
Harvey Maron Development Corporation.	2688	Harvey Maron Development Corporation.	2688
J. A. Francœur & Cie Ltée.	2689	J. A. Francœur & Cie Ltée.	2689
J. B. Robitaille Inc.	2689	J. B. Robitaille Inc.	2689
J.-Léon Roy & Fils, Limitée.	2689	J.-Léon Roy & Fils, Limitée.	2689
Kay Pee Import-Export Co. Ltd.	2690	Kay Pee Import-Export Co. Ltd.	2690
Les Distributeurs Wilcox Limitée — The Wilcox Distributors Limited.	2690	Les Distributeurs Wilcox Limitée — The Wilcox Distributors Limited.	2690
Les Produits Quidoz Ltée.	2691	Les Produits Quidoz Ltée.	2691
L. P. Leroux et Fils Limitée.	2691	L. P. Leroux et Fils Limitée.	2691
Méthot & Gagné, Ltée.	2691	Méthot & Gagné, Ltée.	2691
Model Tile Company.	2692	Model Tile Company.	2692
National Office Management Association, Montreal Chapter, Inc.	2692	National Office Management Association, Montreal Chapter, Inc.	2692
Oeuvre des Terrains de Jeux de la Ville de Sainte-Thérèse, Inc.	2692	Oeuvre des Terrains de Jeux de la Ville de Sainte-Thérèse, Inc.	2692
Oil Leaseholds Inc.	2693	Oil Leaseholds Inc.	2693
O. Tétreault Inc.	2693	O. Tétreault Inc.	2693
Provincial Gas & Welding Supplies (St-Jérôme) Ltd.	2693	Provincial Gas & Welding Supplies (St-Jérôme) Ltd.	2693
Regal Ticket Corporation.	2694	Regal Ticket Corporation.	2694
Roch & Savard Inc.	2694	Roch & Savard Inc.	2694
Sadam Co. Ltd.	2694	Sadam Co. Ltd.	2694
S. Engel & Son Ltd.	2695	S. Engel & Son Ltd.	2695
Service des Loisirs de la Paroisse de Ste-Madeleine de Rigaud.	2695	Service des Loisirs de la Paroisse de Ste-Madeleine de Rigaud.	2695
Somerled Holdings Ltd.	2696	Somerled Holdings Ltd.	2696
Stuppel & Caplan Limited.	2696	Stuppel & Caplan Limited.	2696
Théâtre Rex Incorporée.	2696	Théâtre Rex Incorporée.	2696
Valcartier Industries Limited.	2696	Valcartier Industries Limited.	2696
Vendome Auto Agencies Inc.	2697	Vendome Auto Agencies Inc.	2697
Vertex Inc.	2697	Vertex Inc.	2697
Villa Francheville Inc.	2697	Villa Francheville Inc.	2697
Wilfrid Realities Co. Ltd.	2698	Wilfrid Realities Co. Ltd.	2698

SIÈGES SOCIAUX:

Aircraft Welding and Sheet Metals Co. Limited.	2704
Dominion Provisioners Ltd.	2704
Villeray Enterprise Ltd.	2705
Wm. Doyle Limitée.	2704

SOUMISSIONS:

Drummondville, commissaires d'écoles de la cité de (Correction).	2705
Cap d'Espoir, commissaires d'écoles de Giffard, village de (Correction).	2705
Hauterive, commissaires d'écoles de.	2709
Pointe-Claire, ville de.	2711
Ste-Anne-des-Monts, commissaires d'écoles de la paroisse de.	2710
St-Laurent, commissaires d'écoles de.	2706
Thetford-Mines, commissaires d'écoles de la cité de.	2705

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Courtemanche, Téléphone.	2712
--------------------------	------

VENTE POUR TAXES:

Québec-Ouest, ville de.	2712
-------------------------	------

HEAD OFFICES:

Aircraft Welding and Sheet Metals Co. Limited.	2704
Dominion Provisioners Ltd.	2704
Villeray Enterprise Ltd.	2705
Wm. Doyle Limitée.	2704

TENDERS:

Drummondville, School Commissioners of the city of (Correction).	2705
Cap d'Espoir, School Commissioners of.	2708
Giffard, village of (Correction).	2705
Hauterive, School Commissioners of.	2709
Pointe-Claire, town of.	2711
Ste-Anne-des-Monts, School Commissioners of the parish of.	2710
St-Laurent, School Commissioners of.	2706
Thetford-Mines, School Commissioners of the city of.	2705

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Courtemanche, Téléphone.	2712
--------------------------	------

SALE FOR TAXES:

Quebec-West, town of.	2712
-----------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Dubreuil vs Cameron..... 2714

BEAUHARNOIS:

La Maison Blain Limitée vs McRae.... 2714

BEDFORD:

Metropolitan Loan Corporation vs
Charpentier..... 2715

GASPÉ:

Duguay vs Langelier..... 2715

LABELLE:

Lamoureux vs Thibeault..... 2716

PONTIAC:

Russel vs Propriétaires inconnus..... 2716

QUÉBEC:

Fortier vs Dubé et al..... 2717

Quezel vs Gagnon..... 2716

RIMOUSKI:

Caron vs Lizotte..... 2719

Garneau Limitée vs Roy *et al.*..... 2718Joubert *et al* vs Beaudoin..... 2718

ROUYN-NORANDA:

Ipperciel vs Paradis..... 2719

SAGUENAY:

Caisse Populaire de Ragueneau vs Jean. 2719

35453-o

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Dubreuil vs Cameron..... 2714

BEAUHARNOIS:

La Maison Blain Limitée vs McRae.... 2714

BERFORD:

Metropolitan Loan Corporations vs
Charpentier..... 2715

GASPÉ:

Duguay vs Langelier..... 2715

LABELLE:

Lamoureux vs Thibeault..... 2716

PONTIAC:

Russel vs Unknown owners..... 2716

QUÉBEC:

Fortier vs Dubé et al..... 2717

Quezel vs Gagnon..... 2716

RIMOUSKI:

Caron vs Lizotte..... 2719

Garneau Limitée vs Roy *et al.*..... 2718Joubert *et al* vs Beaudoin..... 2718

ROUYN-NORANDA:

Ipperciel vs Paradis..... 2719

SAGUENAY:

Caisse Populaire de Ragueneau vs Jean. 2719

35453-o